

**CAFOB**

**UNIFEM**

**RAPPORT ALTERNATIF SUR LA MISE EN  
APPLICATION DE LA CONVENTION SUR  
L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE  
DISCRIMINATIONS A L'EGARD DE LA FEMME.**

**Consultantes**

**Béatrice NTAHE**

**Marie-Christine NTAGWIRUMUGARA**

**OCTOBRE 2007**

## Liste des abréviations

CPF : Code des Personnes et de la Famille.

CEDEF: Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard de la Femme

Al : Alinéa

Cds : Centre de santé

OPJ : Officier de Police Judiciaire

MSF : Médecin Sans Frontière

APRODH : Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues

AFJB : Association des Femmes Juristes du BURUNDI

ABUBEF : Association Burundaise pour le Bien-Etre Familiale

ADDF : Association pour la Défense des Droits de la Femme

SPP : Servitude Pénale Principale

HPRC : Hôpital Prince Régent Charles

RC : Registre Civil

TGI : Tribunal de Grande Instance

RCA : Registre Civil Appel

AJCB : Association des Juristes Catholiques du Burundi

ONG : Organisation Non Gouvernementale

SEP/CNLS : Secrétariat Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte Contre le SIDA

FRODEBU : Front pour la démocratie au Burundi

CAFOB : Collectif des associations et ONG féminines du BURUNDI

OAG : Observatoire de l'action gouvernementale

## Table des matières

INTRODUCTION.....	2
I. SUIVI DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE .....	3
I.1 La différence d'âge du mariage entre le garçon et la fille.....	3
I.2 Le mari chef de ménage.....	3
I.3 Le délit d'adultère plus sévèrement puni pour la femme que pour l'homme .....	3
I.4 L'ampleur des violences sexuelles et domestiques .....	5
I.5 L'enseignement des droits de l'homme.....	12
I.6 Mise en place des centres trauma counseling.....	13
I.7 L'augmentation des efforts pour la lutte contre le VIH/SIDA, l'éducation sexuelle des jeunes et l'utilisation du condom .....	13
II. EVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA CEDEF DEPUIS LA PRESENTATION DU RAPPORT INITIAL .....	13
II.1 Cadre institutionnel et juridique garantissant l'égalité de droit.....	14
II.1.1 Cadre institutionnel .....	14
II.1.2 Cadre juridique .....	14
II.1.2.1 Discrimination au niveau juridique.....	15
a. Le code des personnes et de la famille .....	15
b. La loi sur la nationalité .....	16
c. Le code du travail.....	17
d. Le code pénal.....	17
II.2 Domaines encore régis par la coutume .....	17
II.3 Discrimination de la femme au niveau de la vie politique et publique .....	18
II.4 Le droit à la santé de la femme.....	22
II.5 Discrimination au niveau socio-économique et culturel .....	24
III. LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES FEMMES BURUNDAISES PAR RAPPORT A LA MISE EN APPLICATION DE LA CEDEF .....	24
II.1 La participation des femmes au pouvoir, au processus décisionnel et à la mise en place des politiques sensibles au genre .....	24
II.2 Les violences basées sur le genre .....	25
II.3 Les domaines encore régis par la coutume en l'occurrence les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux .....	27
IV. BREF APERÇU SUR LA MISE EN APPLICATION DU PLAN D'ACTION DE BEIJING.....	28
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	28
Liste des abréviations.....	31
Bibliographie .....	30

## INTRODUCTION

1. La Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes adoptée par la Résolution 37/180 du 18 décembre 1979 est entrée en vigueur le 3 novembre 1981. Le Burundi l'a ratifiée sans réserve par le Décret-loi n° 1/006 du 4 avril 1991.
2. Le rapport initial de mise en application de la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes a été produit en décembre 1999 et présenté en janvier 2001.
3. Le Gouvernement du Burundi vient de produire son premier rapport périodique et ce, conformément au prescrit de l'article 18 de la CEDEF qui stipule que : *« les Etats parties s'engagent à présenter au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies pour examen par le comité un rapport sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet aux dispositions de la présente Convention et les progrès réalisés à cet égard.*
  - a. *Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la Convention dans l'Etat intéressé.*
  - b. *Puis tous les quatre ans ainsi qu'à la demande du comité. »*
4. Le présent contre-rapport ou rapport alternatif est une réaction de la société civile suite à la production par le Gouvernement du premier rapport périodique de mise en application de la CEDEF. Il ne s'agit pas d'une remise en cause totale du contenu de ce rapport périodique mais d'une appréciation de la société civile sur la mise en application de la CEDEF depuis la production du rapport initial. Certaines préoccupations sont d'ailleurs partagées. Ce rapport alternatif a été élaboré par le CAFOB<sup>1</sup> au nom de la société civile burundaise.
5. Le présent rapport alternatif est produit durant une période spéciale à savoir deux ans après la mise en place des institutions légitimes issues des élections. Il est également produit pendant une période où des voix s'élèvent pour réclamer l'inclusion de toutes les forces politiques dans la direction du pays. C'est aussi une période où des controverses s'observent dans la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle qui amèneraient le Burundi à casser définitivement le cycle de violences qui a, depuis longtemps, endeuillé le pays.
6. Le présent rapport alternatif s'articule autour des points suivants :
  - I. Le suivi des observations et recommandations du comité à l'occasion de la présentation du rapport initial par l'Etat du Burundi.
  - II. Les avancées dans la mise en application de la CEDEF depuis la présentation du rapport initial.
  - III. Les principales préoccupations des femmes burundaises par rapport à la mise en application de la CEDEF.

---

<sup>1</sup> La présentation du CAFOB est annexée au document (Annexe I)

#### IV. Conclusion et recommandations.

### I. SUIVI DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE.

Des observations et des recommandations avaient été émises à l'attention du gouvernement lors de la présentation du rapport initial. Il est donc nécessaire d'analyser succinctement leur suivi.

#### I.I. Suivi des observations

##### *I.1.1 La différence d'âge du mariage entre le garçon et la fille.*

7. La différence d'âge du mariage entre le garçon et la fille doit être comprise par rapport à la tradition burundaise. La fille était éduquée dans l'optique d'aller se marier, et surtout de procréer autant que possible. Elle devait aussi rester docile. Plus elle se mariait jeune, plus on pouvait avoir une emprise sur elle, et plus elle fera beaucoup d'enfants. Il ne faudrait pas passer sous silence le fait que jadis la fille ne fréquentait pas l'école. Le seul choix qui lui restait était de se marier très jeune et souvent, elle n'était pas physiquement, physiologiquement et psychologiquement prête à assumer les responsabilités du mariage et de la maternité. Contrairement à la vision du Gouvernement, la fille n'est donc pas naturellement précoce par rapport au garçon.
8. Cette question n'a pas connu d'avancée depuis la présentation du rapport initial. Si l'objectif poursuivi par le Gouvernement est de réduire la natalité, il faudrait plutôt harmoniser cet âge à 21 ans pour les filles et les garçons, ce qui réduirait quelque peu la natalité et éviterait toute discrimination.

##### *I.1.2. Le mari chef de ménage.*

L'institution du mari chef de famille dans le droit positif a des conséquences discriminatoires sur la femme dans la pratique et dans certaines dispositions juridiques. Elle favorise dans la pratique le monopole de prise de décision familiale au profit de l'homme.

9. L'article 122 du Décret-loi n° 1/024 du 25 avril 1993 portant réforme du CPF stipule que : « *Le mari est le chef de la communauté conjugale. Il exerce cette fonction à laquelle la femme participe moralement et matériellement dans l'intérêt du ménage et des enfants. La femme remplace le mari dans cette fonction lorsqu'il est absent ou interdit* »
10. Cet article est un vestige du patriarcat qui est un système organisationnel de la société et qui a une conséquence particulièrement négative sur la femme : il constitue un frein à son épanouissement et un obstacle au développement du pays car le patriarcat place en permanence la femme sous la tutelle d'un père, d'un frère, d'un oncle, d'un mari ou d'un conseil de famille<sup>1</sup>
11. Cet article attribue un rôle supplétif à la femme et cela a une répercussion profonde sur sa vie quotidienne notamment sur les biens et sur sa personne.

---

<sup>1</sup> Ligue des Droits de la Personne dans la Région des Grands Lacs, obstacles culturels à la mise en œuvre de la CEDEF à l'égard des femmes au Burundi, en R.D.Congo et au Rwanda, page 32.

En effet, le mari en tant que chef de la communauté conjugale, décide le plus souvent seul en matière de gestion des biens du ménage. L'article 126 du Code des personnes et de la famille ouvre une brèche au mari en sa qualité de chef de la communauté conjugale, d'aliéner, sans le consentement de son épouse, les biens du ménage.

12. L'inconvénient de l'article 126 du CPF réside dans le fait que ce dernier énumère les immeubles ou exploitations réputés dépendant de la communauté conjugale. Il s'agit :
- Du fonds de terre acquis par la succession.
  - De la maison servant de logement à la famille.
  - De l'exploitation agricole faisant objet ou étant le fruit du travail commun des époux.

Le mari, avec les prérogatives qu'il estime tirer de l'article 122 du CPF, trouve qu'il est en droit de vendre une maison sans le consentement de son épouse du moment que ladite maison ne sert pas de logement ou de moyen de logement à la famille.

Beaucoup de cas pareils sont régulièrement rapportés devant les cours et tribunaux où la femme, informée après l'opération de vente, vient requérir l'intervention du juge. L'argument massu avancé par le mari pour justifier cette situation est la suivante : « **la maison vendue ne servant pas de logement pour la famille, en tant que chef de famille, je n'ai pas à requérir l'avis de mon épouse** ». Malheureusement, la juridiction saisie lui donne généralement raison. Monsieur S marié à Madame N possède plusieurs biens meubles et immeubles. Un bon jour, Monsieur S vend sans le consentement de son épouse une de leurs maisons située à K. Informée de la vente, Madame N intente un procès qui est enregistré sous le n° RC 12433 dont l'issue est la suivante :

*« Attendu que malgré les promesses de renoncer à ce projet, Mr S. procéda à la vente de la maison ;*

*Que celui-ci n'a daigné requérir l'avis et le consentement de son épouse et des enfants ;*

*Que pourtant cette maison était acquise au prix des maints efforts fournis par le couple et spécialement par Mme N dont la part dans l'acquisition de cette maison dépasse largement 66% ;*

*Attendu que la vente de la maison sise à ...K.....n° ...X..... est valable »*

13. Il est à signaler aussi que les ventes des maisons servant de logement à la famille sont aussi de temps à autre avalisées par les tribunaux en violation de l'article 126 du CPF. L'affaire RCA 3878 rendue par la cour d'appel de Bujumbura illustre le cas d'une contestation de la vente d'une maison servant de logement familiale par Madame X. Contre toute logique et en faisant fi de la loi, le conseil de famille et les tribunaux ont avalisé la vente.
14. Les tribunaux avalisent également les ventes des propriétés familiales malgré le prescrit de la loi. Le jugement RC 059/2001-2002 est éloquent à ce sujet : la motivation du jugement indique clairement que l'épouse du vendeur s'est opposée à la vente et au lieu d'annuler la vente pour sanctionner le vendeur et l'acheteur de mauvaise foi, c'est un jugement préjudiciable à la famille qui est rendu.

« *Le vendeur doit rembourser l'argent encaissé, faute de quoi la propriété sera remise à l'acheteur* ». Alors que la motivation du jugement stipule clairement que Madame S s'est toujours opposée à ladite vente et que cela n'est pas contesté par Monsieur N, son mari. Plus grave encore, les témoins ont même indiqué au tribunal que Madame S a été maltraitée par son mari N jusqu'à ce qu'elle soit répudiée car elle n'entendait en aucune façon avaliser cette vente. Cette dernière était avalisée par sa mère et sa belle-sœur.

En conclusion, les prérogatives de chef de famille tiré de l'article 122 du CPF constitue un frein à l'épanouissement de la femme et à l'égalité de l'homme et de la femme prônée par la CEDEF. Ce pouvoir est censé être copartagé mais dans les faits, la réalité est tout autre ; le problème majeur étant que la femme ne peut pas exercer la cogestion des biens dont elle n'est pas propriétaire et dont le régime matrimonial reste confus quand bien même c'est elle qui accomplit le gros des travaux d'agriculture et d'élevage qui font vivre la famille.

15. Les prérogatives tirées de l'article 122 du CPF permet au mari de faire régner l'ordre dans sa maison et de ce fait se permet de « *corriger* » son épouse comme il le fait pour ses enfants ou de l'expulser du toit conjugal ou lui faire subir des traitements dégradants comme bon lui semble en toute impunité car « *c'est le chef* »
16. Au regard de cette situation, et aux multiples abus dus aux articles 122 et 126 du CPF, il est grand temps que le législateur burundais entreprenne des réformes appropriées et que le Gouvernement se préoccupe plus l'habilitation de la femme pour lui donner plus de capacité dans ce domaine. Il n'est pas normal que le Gouvernement, constatant ces abus avec nous se borne à dire que la loi prévoit des recours pour la femme en cas d'abus au lieu de rétablir l'égalité de l'homme et de la femme comme le prévoit la CEDEF.

#### *1.1.3. Le délit d'adultère plus sévèrement puni pour la femme que pour l'homme.*

17. Sur cette question, il n'y a pas eu d'avancée par rapport au rapport initial. Comme cela est déploré dans le rapport du Gouvernement, l'Etat devrait se préoccuper de la question afin de se conformer à la Constitution et à l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi. En effet, si la Constitution Burundaise reconnaît l'égalité entre l'homme et la femme et si le Code des Personnes et de la Famille accorde les mêmes obligations au mari et à la femme, ils devraient être traités de la même façon face à un même délit. Cela permettrait de moraliser le monde masculin dans le domaine de la sexualité, porte d'entrée principal du VIH/SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles qui fragilisent davantage la femme burundaise.

#### *1.1.4. L'ampleur des violences sexuelles et domestiques.*

18. Les violences sexuelles ont atteint des chiffres record dans l'histoire du pays. Ces violences sont commises sur les enfants, les adultes jusqu'aux veilles femmes. Elles sont également constatées dans les écoles et dans les quartiers résidentiels. C'est devenu un fléau. Il suffit d'écouter n'importe quelle radio pour se rendre compte de l'ampleur. C'est pour cela, que cette partie aura une place de choix dans ce rapport alternatif.

19. Les statistiques recueillies auprès du Centre SERUKA repris ci-dessous révèlent que le nombre de victimes de viol a presque doublé de l'année 2003 à 2006.

2003	2004	2005	2006
983 cas de viol	1675 cas de viol	1791 cas de viol	1930 cas de viol

La répartition des victimes de viol par tranche d'âge se présente comme suit :

Mineurs	Mineurs de moins de 12 ans	Plus de 18 ans
1412	539	518

Aujourd'hui, le Centre SERUKA enregistre en moyenne 120 cas par mois.

L'ADDF a enregistré les cas ci-après durant l'année 2006.



Statistiques des cas reçus des femmes et filles victimes des violences  
de Janvier à Octobre 2006  
ADDF BURUNDI.

Mois	Age	Viols	Vces sexuelles	Coups et blessures	Expropriées	Vces conjugales	Chassées
Janvier	3 à 10 ans	7	3	1	0	0	0
	10 à 18 ans	11	6	4	0	5	1
	18 à 29 ans	15	8	5	3	16	4
	29 à 45 ans	5	12	8	19	21	17
	45 ans et plus	2	9	3	11	8	6
<b>Total janvier</b>		<b>40</b>	<b>38</b>	<b>21</b>	<b>33</b>	<b>50</b>	<b>28</b>
Février	3 à 10 ans	1	0	0	0	0	0
	10 à 18 ans	4	2	0	0	0	0
	18 à 29 ans	3	3	1	2	4	3
	29 à 45 ans	8	9	3	5	7	16
	45 ans et plus	2	4	0	3	2	3
<b>Total février</b>		<b>18</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>22</b>
Mars	3 à 10 ans	1	2	1	0	0	0
	10 à 18 ans	2	3	0	1	0	5
	18 à 29 ans	4	5	0	5	3	8
	29 à 45 ans	9	5	2	4	7	4
	45 ans et plus	0	2	1	2	2	1
<b>Total Mars</b>		<b>16</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>18</b>
Avril	3 à 10 ans	0	2	0	0	0	0
	10 à 18 ans	3	2	1	2	0	2
	18 à 29 ans	6	6	3	10	4	6
	29 à 45 ans	12	7	2	3	8	13
	45 ans et plus	3	0	1	1	3	5
<b>Total Avril</b>		<b>24</b>	<b>17</b>	<b>7</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>25</b>
Mai	3 à 10 ans	1	1	0	0	0	0
	10 à 18 ans	2	0	0	5	0	1
	18 à 29 ans	9	4	2	13	9	7
	29 à 45 ans	7	2	6	5	6	11
	45 ans et plus	2	1	3	7	3	4
		<b>21</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>17</b>	<b>23</b>
Juin							
Total juin		32	33	10	28	28	46
Mois	Age	Viols	Vces sexuelles	Coups et blessures	Expropriées	Vces conjugales	Chassées
Juillet	3 à 10 ans	3	0	0	1	0	12
	10 à 18 ans	7	4	2	13	5	6
	18 à 29 ans	9	6	0	5	11	9
	29 à 45 ans	11	15	7	2	9	13
	45 ans et plus	2	8	1	7	3	6
<b>Total juillet</b>		<b>32</b>	<b>33</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>46</b>
Août	3 à 10 ans	0	0	0	0	1	5
	10 à 18 ans	6	2	0	3	7	5
	18 à 29 ans	13	4	5	6	11	3
	29 à 45 ans	15	9	2	14	6	11
	45 ans et plus	4	1	0	3	5	7
<b>Total août</b>		<b>38</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>26</b>	<b>30</b>	<b>31</b>
septembre	3 à 10 ans	2	0	0	0	1	0
	10 à 18 ans	8	3	1	2	6	9
	18 à 29 ans	6	10	13	9	12	13
	29 à 45 ans	14	15	21	14	9	5
	45 ans et plus	2	0	9	5	3	6
<b>Total septembre</b>		<b>32</b>	<b>28</b>	<b>44</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>33</b>

Octobre	3 à 10 ans	1	0	2	0	2	8
	10 à 18 ans	3	0	5	0	1	11
	18 à 29 ans	9	16	3	9	0	9
	29 à 45 ans	5	19	29	10	25	13
	45 ans et plus	2	4	7	0	2	9
<b>Total octobre</b>		<b>20</b>	<b>39</b>	<b>46</b>	<b>19</b>	<b>30</b>	<b>50</b>
<b>Total Général</b>		<b>272</b>	<b>248</b>	<b>173</b>	<b>229</b>	<b>269</b>	<b>299</b>

Au regard de ces chiffres, il y a lieu de faire quelques commentaires :

- Le phénomène de viol prend effectivement des dimensions inquiétantes.
- Les victimes de ce crime sortent de plus en plus de l'ombre grâce aux sensibilisations des associations de la société civile et de quelques structures d'accueil comme le Centre SERUKA, l'ABUBEF, l'AFJB, NTURENGAHO, AJCB, ligue Iteka, etc.
- Les mineurs restent la cible privilégiée des violeurs et la menace pèse lourdement sur les enfants.
- L'arrêt de la guerre n'a pas changé les dérives comportementales vis à vis des violences sexuelles.
- Contrairement aux allégations du Gouvernement, l'impunité et les arrangements à l'amiable sont à la base de ce fléau.

20. Les violences domestiques, quant à elles, sont le lot quotidien de certaines femmes. Alors que la famille est traditionnellement associée aux notions de chaleur et de sécurité, la réalité des faits révèlent un tableau plutôt sombre : la forme la plus courante des violences à l'égard des femmes est la violence domestique. Une fois mariée, la femme fait l'objet de voies de fait qui incluent diverses formes de supplices : gifles, coup de poing ou de pied, coups assenés avec des objets, privations diverses, viols etc... Ces violences sont gérées dans le contexte familial et ne sont pas signalées. La fille est éduquée suivant les règles de soumission et d'obéissance. Elle doit avoir l'abnégation jusqu'au sacrifice « *niko zubakwa* » dit-on. Subordonnées, dépendantes économiquement, les victimes des violences domestiques craignent les représailles et les conséquences sociales de la dénonciation de ces violences.

Le cas de madame Aline NIJIMBERE est donné pour illustrer les types de violences domestiques qu'une femme peut subir et jusqu'où elle peut les endurer.

*Madame NIJIMBERE est originaire de la Province de Makamba, Commune Mabanda, Colline Samvura.*

*Elle était légalement mariée à Monsieur NIZIGAMA Fabien avec lequel il a eu une fille avant de devenir veuve une année après.*

*Sa belle-mère, qui était aussi veuve, avait 10 enfants dont deux garçons et huit filles. Après la mort de son fils NIZIGAMA Fabien, il ne lui restait qu'un seul fils à savoir Monsieur CISHAHAYO, militaire et qui travaillait au camp militaire de Mabanda.*

*Elle a alors recommandé à son fils de prendre pour épouse la veuve NIJIMBERE pour ne pas perdre la dot qu'elle avait donnée aux parents de sa belle-fille.*

*Après son mariage avec CISHAHAYO, Madame NIJIMBERE a mis au monde une fille. Cela n'a pas été bien accueilli par sa belle-famille qui voulait à tout prix un garçon.*

*La belle-famille était persuadée qu'elle allait disparaître parce qu'elle ne mettait au monde que des filles, ces dernières étant incapables de perpétuer le lignage.*

*Deux mois et demi après la naissance de la fille, dame NIJIMBERE est encore tombée enceinte. Sa belle-famille pensa qu'elle allait encore une fois mettre au monde une fille ce qui signifiait pour elle la disparition à petit feu de leur famille et ils décidèrent de l'éliminer. C'était le 25 avril 2004.*

*Ce jour là, son mari lui a témoigné une gentillesse inhabituelle, il a même partagé le repas avec elle alors qu'il avait pris l'habitude de manger avec sa mère. Vers 17H, CISHAHAYO a aiguisé sa machette. Madame NIJIMBERE ignorait totalement à quoi allait servir la machette et continua à vaquer tranquillement à ses occupations quotidiennes.*

*Le soir, elle a attendu en vain son mari et décida de s'endormir.*



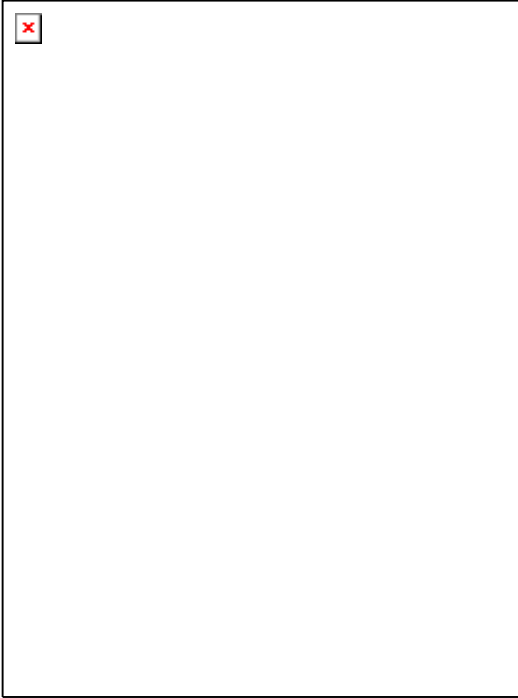
*Etant dans un sommeil profond, elle a été réveillée par des coups de machette partout sur son corps. Les bras ont été entièrement amputés. Elle a crié mais personne n'est venu à son secours même sa belle-mère et sa belle-sœur qui habitaient le même enclos car battre sa femme, même à mort n'est pas un drame ni un crime.*

Monsieur CISHAHAYO a été condamné à perpétuité par la Cour Militaire et aucune indemnité n'a été accordée à la victime qui, pourtant est devenue infirme pour toute sa vie, aucune forme de prise en charge n'est accordée à la victime jusqu'aujourd'hui.

Nous avons relevé ce cas car ce dernier devrait attirer l'attention de tous les intervenants sur l'impérieuse nécessité de la prise en charge des victimes des violences domestiques. Ce cas n'est pas unique.

*La population de la Mairie de Bujumbura a encore en mémoire le cas de Madame Sylvana de Musaga. Elle a été sauvagement battue et ligotée par son mari et comme si cela ne suffisait pas, elle a été enduite de pilipili sur tout son corps et sur ses parties intimes et dans l'anus. Elle a passé 18 jours à la clinique du ministère du Réveil en Afrique. Son mari a été arrêté au moment des faits et a été relâché deux mois après. Il a été jugé et une peine de 6 mois SPP a été prononcée mais aucune indemnisation n'a été accordée à la victime. Le 10 avril 2007, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, en compagnie de madame la ministre de la Solidarité Nationale ont visité ADDF, le centre d'accueil qui hébergeait madame Sylvana en vue de s'enquérir de la*

*situation et de tenter de la réintégrer dans son foyer. Leur démarche fut mise à l'échec à Musaga même. Ayant vu de leurs propres yeux l'animosité qui animait la belle-famille de Sylvana ainsi que les menaces proférées à son endroit devant ces illustres personnalités, ils conclurent que la réintégrer chez elle serait un acte suicidaire pour la victime. Jusqu'à présent, madame Sylvana n'a pas encore regagné son foyer et ne bénéficie d'aucune mesure provisoire (pension alimentaire, droit de visite de son enfa*

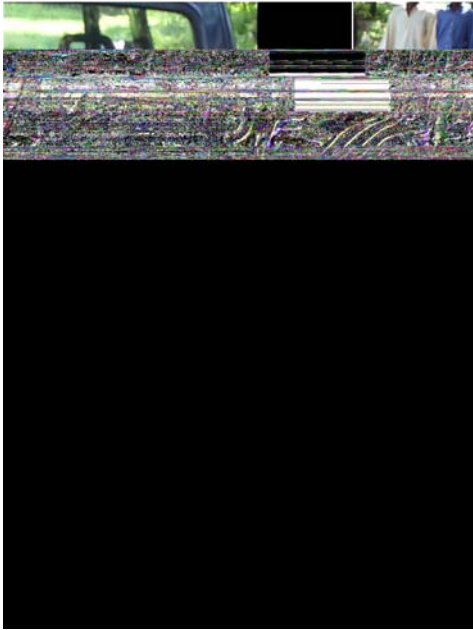


Madame Sylvana hospitalisée à  
la clinique du ministère du Réveil en Afrique

Mme ....X....., elle a été battue par son mari alors qu'elle était enceinte de 6 mois,  
l'omoplate a été fracturée.



Mme X elle aussi est victime de violences domestiques.



21. Les agents de police refusent souvent d'enregistrer les plaintes déposées par une femme à l'encontre de son mari. Ils estiment généralement qu'il s'agit d'une affaire de famille qui relève du domaine privé. C'est un phénomène tributaire de la tradition. En plus des violences domestiques, il faut noter que la polygamie et le concubinage sont de plus en plus nombreux et presque non réprimés.
22. Il est vrai que le projet de révision du Code Pénal a inclu des dispositions relatives à la répression des violences sexuelles mais force est de constater que ces dispositions ne sont pas suffisantes étant donné que toutes les violations en cette matière ne sont pas prévues mais aussi rien n'est prévu pour la prise en charge des femmes qui ont subi les violences basées sur le genre.
23. Au vu de l'ampleur de ce phénomène, il faudrait une loi spéciale qui réprime les violences basées sur le genre et qui offre un cadre de suivi adéquat aux victimes.
24. Il faudrait également une volonté politique et judiciaire plus manifeste pour décourager ce fléau. Une législation appropriée et appliquée irait de pair avec des actions de sensibilisation pour décourager les multiples cas d'arrangement à l'amiable sous l'œil complice de l'administration à la base et des officiers de police judiciaire.

## I.2. Suivi des recommandations

### I.2.1. L'enseignement des droits de l'homme.

25. Des efforts ont été certes faits mais le Gouvernement devrait y attacher beaucoup plus d'importance en adoptant un discours réellement engagé quant à la protection des droits de la femme. Un budget conséquent devrait être mis à la disposition du Ministère ayant en charge les droits de l'homme. Il est à déplorer que ces derniers soient plus l'œuvre des ONG locales et internationales que du Gouvernement. Nous saluons cependant le récent effort fait par le Gouvernement en allouant au Ministère ayant le Genre dans ses attributions un montant de quarante millions de francs Bu (40.000.000 Frs Bu) destiné à la lutte contre les violences sexuelles. Le montant est modique eu égard aux besoins mais le geste est fort louable.
26. Des actions spéciales de formation et de sensibilisation doivent être dirigées à l'endroit des magistrats, de la police, des forces de l'ordre, de l'administration à la base, de la population etc...

### I.2.2. Mise en place des centres de trauma counseling

27. Mise à part les initiatives de quelques ONG tant nationales qu'internationales, on peut noter la quasi inexistence de ces centres. Or, dans un pays qui petit à petit sort d'une crise aussi profonde que celle que le Burundi a connu, la mise sur pied des centres de trauma counseling devrait constituer une priorité pour le pays.

Il est à signaler que même les centres existants ne sont pas très efficaces dans la mesure où ils ne disposent pas à la fois de tous les services appropriés à savoir l'appui psychosocial, l'appui sanitaire et l'appui juridique. Etant donné que les centres de trauma counseling accueillent des personnes blessées, on gagnerait à ce que ces derniers soient multifonctionnels et intégrés.

### I.2.3. L'augmentation des efforts pour la lutte contre le VIH/SIDA, l'éducation sexuelle des jeunes et la promotion de l'utilisation du condom.

28. Même si on doit reconnaître que des efforts ont été faits dans ce domaine, notamment à travers le SEP/CNLS, force est de constater que le plan stratégique de lutte contre le VIH/SIDA 2002-2006 ne mettait pas un accent de façon visible sur la femme alors que c'est elle qui est la plus touchée comme le montrent les chiffres ci-après :

#### Taux de Séroprévalence

Zone	% Homme	% Femmes
Urbaine	5,5	13
Semi-rurale	6,8	13,7

Rurale	2,1	2,9
--------	-----	-----

Que ce soit dans les zones urbaines ou rurales, les proportions des femmes infectées par le VIH/SIDA restent toujours élevées par rapport à l'homme allant parfois du simple au double. Cela montre encore une fois que la femme n'accède pas à ces services pour des raisons multiples dont :

- Formation insuffisante
- Les séances de sensibilisation et d'information non adaptées à ses horaires de travail etc...
- insuffisance et ignorance du condom féminin.

D'une manière générale, au niveau du suivi des observations et recommandations du comité, on peut affirmer qu'il n'y a pas eu d'avancées perceptibles surtout en ce qui concerne le domaine législatif, aucune volonté politique n'a été affichée pour revoir les textes de loi qui sont en contradiction avec la CEDEF.

Les quelques actions citées dans le rapport du Gouvernement n'ont pas encore produit d'impacts perceptibles tellement elles sont insignifiantes et dispersées.

## **II. EVALUATION DE LA MISE EN APPLICATION DE LA CEDEF DEPUIS LA PRESENTATION DU RAPPORT INITIAL.**

Nous voudrions d'emblée signaler que nous faisons nôtres toutes les observations contenues dans le contre-rapport du rapport initial du Gouvernement du Burundi sur la mise en application de la CEDEF surtout en ce qui concerne les discriminations observées au niveau de la situation juridique et socio-économique de la femme car à ce niveau, il n'y a pas eu d'avancée.

### **II.1. Cadre institutionnel et juridique garantissant l'égalité de droit.**

#### **II.1.1. Cadre institutionnel.**

La promotion de l'égalité des genres relève du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne humaine et du Genre.

Déjà en septembre 2003, le Gouvernement a adopté une politique nationale genre dont l'objectif principal est la réduction des discriminations et des inégalités dont la femme est victime. Des mécanismes de mise en application de cette politique ont été prévus : Il s'agit du Conseil National Genre, d'un Comité Technique Genre et d'un Secrétariat Permanent du Conseil National Genre.

Outre que les mécanismes de mise en application n'ont jamais vu le jour jusqu'aujourd'hui, on ne retrouve pas la politique nationale genre telle qu'elle est dans le programme général du Gouvernement 2005-2010, ce qui fait qu'elle est tombée en désuétude dès son adoption. On a l'impression qu'elle reste la préoccupation du seul Ministère ayant le Genre dans ses attributions.

Alors que le budget national est un outil incontournable au service de l'égalité des genres et de la mise en application des programmes et des assistances nécessaires à cette fin, ce dernier n'est pas élaboré dans une optique volontariste d'appliquer les principes de la CEDEF.

En effet, le budget du Ministère ayant en charge l'égalité des genres est estimé à 1% du budget global et est principalement composé par les salaires du personnel, insuffisant par ailleurs.

## **II.1.2. Cadre juridique**

Le premier rapport périodique du Gouvernement mentionne les principes de base édictés par la Constitution du Burundi à savoir l'égalité de tous les citoyens, la dignité des citoyens, la non discrimination, l'égale protection des citoyens par la loi et la non exclusion. En plus de ces principes, la Constitution en son article 19 indique que la CEDEF fait partie intégrante de la Constitution à l'instar de toutes les Conventions qui reconnaissent les droits fondamentaux.

Cependant, même si la CEDEF fait partie de la Constitution, elle n'est pas entièrement respectée et appliquée. Sa ratification devrait aller de pair avec la révision des textes de loi d'application car une législation n'a d'intérêt que si elle est appliquée.

Au moment de la rédaction de ce contre rapport, la femme burundaise subie encore des discriminations tant au niveau juridique, politique que socio-économique.

### **II.1.2.1. Discriminations au niveau juridique.**

#### **a. Le Code des Personnes et de la Famille.**

Malgré le prescrit de la Constitution et de la CEDEF, le Code des Personnes et de la Famille renferme encore des inégalités dont certaines n'ont même pas relevées dans le rapport du Gouvernement.

##### ***a. 1. Article 38 relatif à la déclaration de naissance.***

Il stipule que « l'obligation de déclarer la naissance incombe :

- au père de l'enfant
- à défaut du père à la mère
- à défaut du père et de la mère, à toute personne ayant assisté à l'accouchement.

*Cet article donne un rôle supplétif à la femme et est contraire à l'esprit de l'article 16, c de la CEDEF qui exige que les Etats parties assurent sur base de l'égalité de l'homme et de la femme les mêmes droits et les mêmes responsabilités au cours du mariage et lors de sa dissolution. Le point d de l'article 16 précise que l'homme et la femme doivent avoir les mêmes droits et les mêmes responsabilités quel que soit leur état matrimonial pour des questions se rapportant à leurs enfants.*

Comment la femme burundaise peut-elle avoir les mêmes responsabilités en tant que parent alors qu'elle n'est habilitée à déclarer son enfant qu'en l'absence de son mari !

Cette disposition a un impact négatif sur l'enregistrement des enfants à l'état civil. Il arrive même que les mères célibataires qui voudraient bien faire enregistrer leurs enfants en soient empêchées par leur frère. Cette disposition



permet aussi d'enregistrer certaines irrégularités. Il existe des cas où des pères ont enregistré leurs enfants naturels au nom de leur femme légitime. Et cela constitue une source de conflit au niveau de la famille car il s'agit d'imposer à la femme légitime la charge physique, psychologique et matérielle d'un enfant naturel alors que l'inverse n'est pas admis. *C'est également une entorse aux droits de l'enfant qui se voit imposé une mère fictive.*

**a.2. L'article 7 relatif au mariage des étrangers.**

*« Le mariage des étrangers est régi quant à ses effets sur la personne des époux en l'absence de convention commune par la loi de la nationalité du mari au moment de la célébration du mariage ».*

Il s'agit là d'un vestige du patriarcat. L'application de la loi du lieu du mariage mettrait les futurs époux dans les conditions d'égalité et serait plus conforme à l'esprit de la CEDEF.

**a.3. Article 122 : institution du mari comme chef de famille.**

L'article 122 institue le mari comme chef de la communauté conjugale et cela est contraire à l'esprit de l'article 16 de la CEDEF et comme déjà dit plus haut dans le cadre du suivi des recommandations du comité de la condition de la femme, cet article a des conséquences néfastes sur la vie de la femme : violences, répudiation, dilapidation des biens, concubinage ect...

**a.4. article 145, al 6 du CPF relatif au mariage d'un impubère**

Cet article stipule que « le mariage contracté par un impubère ne peut plus être attaqué s'il s'agit d'une femme dès qu'elle a donné naissance à un enfant ou est enceinte lors même qu'elle n'aurait pas atteint l'âge requis.

*Outre que cette disposition va à l'encontre de l'article 16, 2 de la CEDEF, elle permet de couvrir des mariages précoces et les mariages forcés suite à un viol.*

**b. La loi sur la nationalité.**

Une discrimination de taille n'a pas été corrigée par le législateur burundais lors de la révision du Code de la nationalité. Cela est d'autant plus grave que cette révision est intervenue après la présentation du rapport initial et de son examen par le comité. Le fait que la femme n'a pas le droit de transmettre sa nationalité dans les mêmes conditions que l'homme démontre que la société burundaise reste profondément dominé par le patriarcat. Le Gouvernement devrait s'engager à rectifier incessamment cette discrimination car non seulement cette disposition n'est pas conforme à la CEDEF mais est également inconstitutionnelle.

L'article 2 du code de la nationalité dispose qu'« est burundais »:

- *L'enfant légitime né, même en pays étranger, d'un père ayant la qualité de burundais au jour de la naissance ou, si le père est décédé avant la naissance de l'enfant, au jour du décès ;*

- *L'enfant naturel, quelque soit sa filiation maternelle, qui fait l'objet d'une reconnaissance volontaire, d'une légitimation ou d'une reconnaissance judiciaire établissant sa filiation avec un père burundais ;*
- *L'enfant naturel dont la filiation n'est pas établie et qui fait l'objet d'une reconnaissance volontaire ou judiciaire établissant sa filiation avec une mère burundaise ;*
- *L'enfant désavoué par son père, pour autant qu'au moment du désaveu, sa mère possède la nationalité burundaise.*

*L'article 3, littéra c dispose qu' « est burundais par présomption légale l'enfant mineur lorsque son père ou si la filiation paternelle n'est pas établie, lorsque sa mère acquiert ou recouvre la nationalité burundaise. »*

Au regard de ces dispositions, la nationalité burundaise se transmet en principe par le père, la mère ne la transmettant qu'exceptionnellement au cas où le père est légalement inconnu.

Par ailleurs, alors que la femme étrangère mariée à un burundais peut acquérir la nationalité burundaise par simple déclaration, l'inverse n'est pas vrai pour l'étranger de nationalité étrangère mariée à une femme burundaise.

### **c. Le Code du Travail.**

Comme déjà mentionné dans le paragraphe relatif au suivi des recommandations du comité, le Code du Travail renferme toujours une discrimination à l'égard de la femme en congé de maternité. Alors que la maternité doit être comprise comme une fonction sociale, la femme enceinte se voit retirer la moitié du salaire pendant tout le congé de maternité, en effet, l'article 123 du Code du Travail dispose que « *l'entreprise du secteur para-public mixte ou privé est tenue de s'affilier à un organisme ayant en charge les prestations de maternité. La femme en congé de maternité est prise en charge par l'organisme auquel son employeur l'a affiliée tant en ce qui concerne les soins médicaux qu'en ce qui a trait aux autres prestations, pendant la durée du congé. La loi régissant l'organisme ayant en charge les prestations de maternité précisera les modalités d'application du présent alinéa.*

*Toutefois, la femme en congé de maternité bénéficie à charge de l'employeur, de la moitié du salaire moyen mensuel en espèce au moment de la suspension du travail ainsi qu'au maintien des avantages en nature s'il en existe ». Comme l'organisme en question n'est pas encore créé, les femmes en congé de maternité régies par le Code du Travail sont sanctionnées.*

### **d. Le code général des impôts et taxes**

La législation en vigueur en matière d'imposition du revenu opère une distinction entre hommes et femmes en ce qui concerne les personnes à charge. Il ressort de l'article 90 du décret-loi n° 1/013 du 15 mai 1990 portant code général des impôts

et taxes que la femme mariée est incapable d'avoir des personnes à charge. Au niveau fiscal, elle est imposée comme un célibataire, l'imposition de son salaire ne tenant pas compte de sa composition familiale. Cette disposition légale maintient la femme mariée dans un statut inférieur par rapport à l'homme doit être modifiée dans le sens de la CEDEF.

### **e. Le code pénal**

Comme mentionné dans la partie relative au suivi des recommandations du comité, le code pénal burundais traite différemment l'homme et la femme pour le délit d'adultère. A ce niveau, on voudrait déplorer qu'il a été découvert un réseau de traite des femmes et filles mineures burundaises que le Gouvernement n'a pas daigné de mentionner dans son rapport. Il s'agit de la traite des femmes vers le Liban. Malheureusement, pour des raisons non encore élucidées, l'affaire a été étouffée et les auteurs restent impunis malgré la présence d'une police des mineurs et tout un arsenal institutionnel et juridique.

### **e. Les droits de la femmes incarcérées**

- Protection juridique des femmes en garde à vue.

La législation burundaise ne prévoit pas de réglementation spécifique pour les femmes en garde à vue. En effet, lorsqu'une femme enceinte ou venant d'accoucher est arrêtée, elle ne fait pas l'objet de conditions particulières de détention en garde à vue.

- Protection juridique des femmes incarcérées.

La loi n° 1/016 du 22 septembre 2003 portant régime pénitentiaire prévoit en son chapitre 5 des conditions particulières de détention des catégories spéciales dont la femme fait partie. Cependant, au niveau de la mise en pratique, les problèmes ci-après ont été relevés :

- difficultés pour les femmes incarcérées d'obtenir une libération conditionnelle ainsi que les sorties ;
- l'exploitation sexuelle des femmes incarcérées ;
- les conditions précaires de détention des femmes enceintes et des mères d'enfant ;
- la surpopulation des prisons.

## **II.2 Domaines encore régis par la coutume.**

Les domaines des successions, des libéralités et des régimes matrimoniaux sont encore régis par la coutume alors que les autres matières sont aujourd'hui régis par des lois écrites. Cela constitue un problème et un grand handicap pour la femme burundaise car la coutume aussi bien ancienne que celle dite évoluée discrimine encore la femme.

Le rapport du Gouvernement mentionne cette inégalité mais paradoxalement, il privilégie la vulgarisation de la jurisprudence en cette matière alors que la clé de la solution réside en une promulgation d'une loi égalitaire

S'il est vrai que la jurisprudence en cette matière évolue en faveur de la femme, faut-il toujours compter sur la magnanimité du juge ? Pourquoi la fille devrait-elle, pour pouvoir jouir de son droit, toujours recourir aux tribunaux alors que l'on sait très bien combien il est difficile d'accéder à la justice au Burundi ? L'accès à la justice demande du temps, de l'argent et de la persévérance. A cela, il faut ajouter le fait que les procès entre frères et sœurs laissent des traces indélébiles et traumatisantes dans leurs relations alors qu'une loi claire et égalitaire viendrait remédier à tous ces inconvénients.

### **II.3 Discriminations de la femme au niveau de la vie politique et publique.**

Si la femme a fait des progrès au niveau de sa participation aux élections de 2005 en tant qu'électrice et élue, il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être fournis d'avantage notamment au niveau des obstacles d'ordre culturel et politique. Il importe de souligner que la Deuxième Vice-présidente de la République qui a démissionné n'a pas été remplacée par une autre femme alors que l'on avait espéré que c'est une bonne pratique qu'il fallait poursuivre. De même, la Présidente de l'Assemblée Nationale limogée n'a pas été remplacée par une femme ainsi que la Première Vice-présidente du Sénat. Ceci constitue un recul par rapport aux avancées que les autorités actuelles avaient marquée dès leur arrivée au pouvoir, la volonté politique affichée n'était qu'un leurre !

Il en est de même lorsqu'il s'agit du remplacement des députés à l'Assemblée Nationale. Alors que l'article 129 de la loi n° 1/015 du 20 avril 2005 portant Code Electoral prévoit que l'Assemblée Nationale compte au moins 30% de femmes, on constate une lecture erronée de la loi lors du remplacement d'un député qui devrait se faire selon le prescrit de l'article 133 de la même loi. *En effet, en cas de décès, de démission, d'inaptitude physique, d'incapacité permanente dûment constaté par la Cour Constitutionnelle sur requête du Bureau de l'Assemblée Nationale, le député est remplacé d'office par le suppléant en position utile, le cas échéant, de même ethnique ou de même genre pour sauvegarder les équilibres sur la liste électorale de la circonscription concernée.*

Comme l'Assemblée Nationale compte déjà au moins 30% de femmes, les femmes en ordre utile et de même ethnique que le député à remplacer ne sont pas admises parce que femme ! L'argument étant que les 30% sont déjà là.

Le cas du remplacement du député feu Charles KARIKURUBU de la circonscription de Bururi au niveau du Parti Sahwanya-FRODEBU est éloquent<sup>1</sup>. La candidate Valérie NTIBANYIHA qui venait en ordre utile et remplissant toutes les conditions a été sautée parce que femme et c'est le candidat suivant homme qui a occupé le siège. C'est une pratique qui devrait être décriée et bannie car contraire à la loi.

<sup>1</sup>Liste Electoral des candidats retenus dans la circonscription de Bururi, extrait du Renouveau n° 6518

C'est une preuve supplémentaire qui montre combien le principe de l'égalité des genres est loin d'être assimilé par nos politiciens.

Les responsables des partis politiques ne manifestent pas de réelle volonté politique à l'inclusion des femmes ce qui constitue un frein à leur pleine participation à la vie politique.

Outre que très peu de partis politiques développent des stratégies de formation, de sensibilisation et de promotion de la femme, ils se sont opposés catégoriquement à la fixation d'un quota de 30% au niveau de la représentation de la femme au niveau collinaire et communale lors de l'élaboration de la loi communale et électorale.

En témoigne les résultats ci-après de la représentation communale et collinaire des femmes. Plus on approche les structures de la base, plus la représentation des femmes fait défaut alors que pour un développement plus harmonieux, les problèmes liés à l'égalité des genres devraient être traités de la base au sommet. La prochaine loi électorale devrait inclure la participation de 30% de la base au sommet.

***Les Communes dirigées par les femmes : <sup>(1)</sup>***

Provinces	Communes	Nombre de Communes	Proportions
Bururi	Mugamba	9	1/9
Cankuzo	Cendajuru	5	1/5
Gitega	Giheta, Buraza, Bugendana, Nyarusange	11	4/11
Karusi	Bugenyuzi	7	1/7
Kayanza	Kayanza, Muruta	9	2/9
Muramvya	Kiganda	5	1/5
Muyinga	Butihinda, Gashoho	7	2/7
Ngozi	Busiga, Gashikanwa, Kiremba	9	3/9
Rutana	Mpingakoyove	6	1/6
Mairie de Bujumbura	Buterere	13	1/13

***Femmes élues « Elections communales » <sup>(2)</sup>***

Provinces	Communes	Noms et Prénoms	Présidentes	Vice-Présidente	Membres	Total
1. Bubanza	Bubanza	Ntibarusiba Marie		01	20	21

<sup>(1)</sup> Source : CENI

<sup>(2)</sup> Idem

2. Bujumbura-Rural	Kanyosha	Niyonzima Micheline, Odette		06	39	45
	Nyabiraba	Nihokamye Scolastique				
	Bugarama	Sadi Noela				
	Mugongomanga	Sindokotse Denise				
	Mutambu	Kwizera Emelyse				
	Isale	Kiganahe Judith				
3. Bururi	Buyengero	Nibirantiza Sylvie		02	25	27
	Rumonge	Nijebariko Scholastique				
4. Cankuzo	Mishiha	Nabushahu Lucie				
	Cendajuru	Akimana Rose		05	29	34
	Gisagara	Niyonzima Alphonsine				
	Kigamba	Ndikumana Denise				
	Cankuzo	Nkunzimana Angèle				
5. Cibitoke	Mabayi	Bararwendera Joséphine		02	33	35
	Bukinanyana	Niyonyamo Christine				
6. Gitega	Gishubi	Nyarwenda Constance		04	56	60
	Itaba	Manirambona Florence				
	Makebuko	Ntahomvukiye Benedicte				
	Mutaho	Ahigombeye Claudine				
7. Kayanza	Matongo	Nyabenda Sylvie		05	54	59
	Gahombo	Miburo Dorotheé				
	Butaganzwa 1	Kanyana Janvière				
	Rango	Bararwandika Imelde				
	Muhanga	Semirya Générose				
8. Karuzi	Nyabikere	Banyanke Clémence		02	30	32
	Mutumba	Ndayishimiye Josélyne				
suite Femmes élues « <b>Elections communales</b> »						
9. Kirundo	Busoni	Rwasa Catherine		03	38	41
	Vumbi	Nteturuye Jeanne d'Arc				
	Kirundo	Nikoyagize				

		Aloysie				
10. Makamba	Nyanza-Lac	Bayubahe Félicité		03	24	27
	Makamba	Ntahiraja Pétronie				
	Kibago	Ndayizeye Françoise				
11. Muramvya	Kiganda	Nizigamam Clotilde	01		26	27
12. Muyinga	Butihinda	Rwasa Amini		03	34	37
	Mwakiro	Manirakiza Verdienne				
	Buhinyuza	Ndimurwanko Anne-Marie				
13. Mwaro	Ndava	Sinankwa Denise	01	01	26	28
	Nyabihanga	Ntirampeba Godeberthe				
14. Ngozi	Marangara	Bankaniye Anésie	01	04	39	44
	Busiga	Nzinahora Jacqueline				
15. Rutana	Giharo	Cubwa Pétronie		01	26	27
16. Ruyigi	Butaganzwa	Buyange Nadine		05	41	46
	Butezi	Nyagahunga Bernadette				
	Bweru	Irاندagiye Séraphine				
	Nyabitsinda	Nizigiyimana Benoîte				
	Kinyinya	Simbandumwe Sylvane				
17. Bujumbura-Mairie	Rohero	Masenge Evelyne		03	75	78
	Buyenzi	Nduwimana Suavis				
	Kanyosha-Mairie					
<b>Total Femmes élues</b>			<b>03</b>	<b>50</b>	<b>615</b>	<b>668</b>

A la lecture de ces tableaux, les femmes membres des conseils communaux sont au nombre de 668 sur 3225 soit 21%.

Les femmes qui président les conseils communaux sont au nombre de 3. Cela signifie que sur 129 communes, seules 3 ont des conseils communaux dirigés par une femme soit un taux de 2.3 %, alors que les femmes vice-présidente des conseils communaux sont au nombre de 50 soit un taux de 39%.

### *Femmes élues au niveau collinaire<sup>(1)</sup>*

<sup>(1)</sup> Source : CENI

Province	Zone	Candidats	Colline	Homme	Femme	Total	Taux de Femmes élues
Buanza	15	1594	90	408	46	454	10%
Bujumbura-Rural	34	3078	205	865	165	1030	16%
Bururi	39	3507	198	896	106	1002	11%
Cankuzo	11	1222	87	366	71	437	16%
Cibitoke	21	1719	130	603	40	643	6%
Gitega	32	3983	265	1138	188	1326	14%
Karusi	19	1978	145	584	143	327	20%
Kayanza	29	3919	262	1105	207	1312	16%
Kirundo	25	3316	193	860	103	963	11%
Makamba	24	2282	139	617	82	699	12%
Muramvya	15	1887	99	437	57	494	12%
Muyinga	24	3226	230	981	175	1156	15%
Mwaro	16	2552	131	553	107	660	16%
Ngozi	32	4882	298	1250	245	1495	16%
Rutana	18	2640	161	715	100	815	12%
Ruyigi	21	2205	178	760	129	889	15%
Bujumbura-Mairie		785	97	392	91	483	19%
<b>Total</b>	<b>375</b>	<b>44.775</b>	<b>2908</b>	<b>1253</b>	<b>2055</b>	<b>14.585</b>	<b>14%</b>

Au niveau collinaire, aucune province n'a atteint le taux de participation féminine de 30%. Sur un total de 14585 élus collinaires, seules 2055 sont des femmes soit 14%.

Il faut également signaler que l'accès des femmes à l'emploi reste problématique même si la Constitution pose des principes égalitaires et va même plus loin en prônant des pratiques fondées sur la nécessité de corriger les déséquilibres et d'assurer une large représentation de genre <sup>(1)</sup>. Mais aucune mesure d'ordre législatif ou réglementaire n'existe pour permettre une mise en application effective de cette règle constitutionnelle. La réalité sur terrain reflète encore une fois le manque de volonté politique du gouvernement en cette matière.

En effet, comme le signale le rapport du Gouvernement, les femmes occupent 18% des postes de responsabilité des ministères. Ce ne sont pas les compétences féminines qui manquent mais plutôt la volonté politique qui fait défaut. Il suffit de consulter la recherche faite par le CAFOB en septembre 2001 pour s'en rendre compte <sup>(2)</sup>.

#### II.4 Le droit de santé de la femme

Pendant la phase de reconstruction qui démarre avec la fin de la guerre, il s'avère important de mettre à la disposition des femmes et des enfants tous les services gynécologiques et pédiatriques dans toutes les infrastructures de santé afin que les femmes puissent bénéficier

<sup>1</sup> Art 143 de la Constitution

<sup>2</sup> CAFOB, Expertise féminine et institution d'appui à la promotion du genre



des soins adéquats en matière de santé de la reproduction et qu'elles ne puissent plus connaître de problèmes de mortalité maternelle et infantile aussi élevée.

La mesure de gratuité des soins obstétricaux et des soins de santé des enfants de moins de cinq ans annoncée par le Président de la République la veille du 1<sup>er</sup> mai 2006 s'inscrit dans les priorités ciblées dans le plan d'urgence du Gouvernement. D'une manière générale, la mesure a été bien accueillie par la population et l'annonce de la mesure a provoqué une affluence massive des patients vers celles-ci comme le montre le tableau ci-après :

***Evolution du nombre d'accouchement dans la province sanitaire de Gitega (<sup>1</sup>)***

Structure sanitaire	Avant la mesure				Après la mesure		
	Février	Mars	Avril	Moyenne mensuelle	Mai	Juin	Moyenne mensuelle
Hôpital de Gitega	87	109	117	104	184	212	198
Cds Giheta	15	21	12	16	34	15	25
Cds Gasuru	1	2	0	1	2	3	3
Cds Rutoki	31	52	38	40	16	2	9
Mubuga	1	4	4	3	14	13	14
Cds Makebuko	0	2	4	2	11	10	11
Cds Bwigere	0	0	0	0	1	0	1
Cds Buhonda	0	0	2	1	2	6	4
Cds Gisikara	0	0	0	0	3	3	3
Cds Bukirasazi	9	5	4	6	7	3	5
Cds Murenda	0	1	0	0	1	0	95
Cds Buraza	3	3	5	4	2	3	3
Cds Bugendana	1	0	11	4	19	15	17
Cds Nyarusange	4	1	8	4	10	12	11
Cds Mahwa	2	3	1	2	7	5	6

A l'analyse de ces données, même si les accouchements dans les structures de soins ont presque doublé, l'accouchement dans les structures sanitaires est encore à un niveau bas. Outre que le niveau est bas, il se révèle que la mesure n'a pas été planifiée car quoique les effectifs ont doublés, les infrastructures et le personnel sont restés les mêmes.

Les témoignages à ce sujet sont parlants :

Marie Bukuru, Chef de service Nursing à HPRC émet les réserves suivantes :

*Notre pays est parmi ceux qui enregistrent une mortalité maternelle et infantile très élevée. Avec ce programme, des milliers de mères et d'enfants vont échapper à la mort. Néanmoins, les problèmes ne manquent pas et créent des conflits surtout entre les accompagnants des femmes qui viennent accoucher avec les infirmières. Les raisons majeures sont : le manque de place, le matériel insuffisant, le personnel insuffisant mais soumis à un travail excessif (<sup>2</sup>).*

<sup>1</sup>. OAG, évaluation de l'action du Gouvernement post-transition, une année de pouvoir, Bujumbura, septembre 2006, p. 41

<sup>2</sup>. Mukenzezi ugeze he ? revue bimensuelle de l'association pour la défense des droits de la femme p.3.

Le directeur de l'hôpital de Muramvya relève les contraintes liées à cette mesure en ces termes : « *les contraintes existent du côté des infrastructures d'accueil, le personnel qui reste le même et qui par conséquent cause l'augmentation de la charge de travail.*

*Du côté des infrastructures, les salles de travail, les salles d'accouchement et d'hospitalisation sont pleines. Le matériel d'accouchement par césarienne est resté le même, il y a une pénurie de fonds de démarrage pour s'approvisionner en médicaments (1).*

Et le directeur de HPRC de témoigner :

« *Chaque hôpital a ses propres capacités d'accueil, notamment les tables d'accouchements généralement au nombre de deux ou trois, mais il arrive qu'on reçoive 14 femmes à la fois et on est désemparé. Parfois, les femmes accouchent dans les couloirs. Certaines meurent sans pouvoir être assistées à cause du débordement du personnel » (2)*

La poursuite et la durabilité de cette mesure demeurent incertaines. Elles dépendront des mesures d'accompagnement que le Gouvernement en concertation avec les professionnels du secteur va mettre en place.

Pour ce qui est de la lutte contre le VIH/SIDA, le plan d'action national de lutte contre le VIH/SIDA ne devrait pas se limiter au programme spécifique de dépistage prénatal et de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Les problèmes liés au genre devraient être traités de façon transversale. Le plan devrait mettre en exergue toutes les actions à mener en faveur de la femme et dans tous les domaines afin de pouvoir atténuer le taux de séroprévalence de la femme.

## **II.5 Des discriminations au niveau socio-économique et culturel.**

La vie économique et sociale est limitée par les problèmes de paupérisation de la population et la pauvreté que connaît la femme burundaise pour la simple raison qu'elle ne possède rien. La femme burundaise n'a pas accès à la terre et de ce fait, elle est privée d'une source de revenus qui fait encore vivre 90% de la population. Elle ne possède pas non plus de bétail qui dans le milieu rural procure un prestige et des revenus importants.

Dans le milieu urbain, la femme n'a pas facilement accès au crédit comme l'a souligné le rapport du gouvernement car elle ne possède pas de garanties hypothécaires. La conséquence de tout cela est la dépendance économique et son cortège de malheur : soumission, violences etc...

Face à cette situation, le gouvernement devrait mettre sur pied un système de fonds pour garantir à la femme l'accès au crédit. Il devrait en outre, promulguer la loi sur les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux qui accorderait à la femme le droit d'hériter de la terre.

Sur le plan culturel, le système patriarcal reste toujours un frein à l'épanouissement de la femme et aucune mesure n'a été prise pour éliminer les préjugés et les pratiques coutumières en défaveur des femmes. Le gouvernement, en ratifiant la CEDEF, a l'obligation d'impulser les changements nécessaires par rapport aux préjugés et pratiques sexistes.

<sup>1</sup> . Mukenyezi ugeze he ? revue bimensuelle de l'association pour la défense des droits de la femme p.5.

<sup>2</sup> . OAG, évaluation de l'action du Gouvernement post-transition, une année de pouvoir, Bujumbura sept 2006, p. 42

Il n'est pas normal que 16 ans après la ratification de la CEDEF, des chansons populaires véhiculant une image négative de la femme passent toujours à la radio et à la télévision nationale.

C'est une pratique dangereuse car les stéréotypes véhiculés par ces chansons s'assimilent instinctivement, c'est ainsi que dans certains cas, le poids des traditions est parfois plus fort que le prescrit légal.

### **III. LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DES FEMMES BURUNDAISES PAR RAPPORT A LA MISE EN APPLICATION DE LA CEDEF.**

Un sondage mené auprès des associations féminines et associations de droit humain nous a permis de relever les trois principales priorités des femmes burundaises par rapport à la mise en application de la CEDEF.

#### **III.1 La participation des femmes au pouvoir, au processus décisionnel et à la mise en place des politiques sensibles au genre.**

En vertu des articles 7 à 9 de la CEDEF, les Etats parties s'engagent à défendre les droits des femmes dans la vie publique et politique.

Le droit fondamental des femmes et des hommes à participer à la vie politique est reconnu mais en pratique, il subsiste un décalage important entre l'égalité de droit et l'égalité de fait dans le domaine de l'exercice du pouvoir et de la prise de décision. Il est vrai que le Gouvernement du Burundi a manifesté une réelle volonté politique dans ce domaine et a même mis en place des mesures pro-actives dans la Constitution en intégrant un quota de 30% des femmes dans la composition du Gouvernement et du Parlement.

Nous déplorons cependant que cette logique n'ait pas guidé les instances de prise de décision à la base à savoir le Conseil communal et le Conseil collinaire. A ce niveau, l'idée même d'instituer un quota minimum pour les femmes était farouchement combattue.

L'augmentation du nombre de femmes exerçant des fonctions au niveau du Parlement et à d'autres postes importants au sein du gouvernement et de la fonction publique ne suffit plus à elle seule pour améliorer d'une manière générale le statut des femmes au Burundi. Cette mesure doit s'accompagner de l'élaboration des politiques tenant compte de l'égalité des genres de la base au sommet.

La participation des femmes à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement sensibles au genre suppose en effet la présence des femmes en nombre suffisant dans les instances de prise de décision. Au niveau de la base, l'élaboration et l'exécution des plans de développement devraient se faire au niveau des communes et des collines. La participation de la femme devient hypothétique car elle n'est pas assez représentée dans ces instances.

Il est à signaler également que l'on remarque aujourd'hui que le niveau d'acquis par les femmes au niveau de la participation politique et aux instances de prise de décision connaît une régression significative.

A travers les récentes nominations, l'élément genre est de plus en plus négligé. Le cas le plus flagrant étant la composition de la commission terre ainsi que ses ramifications au niveau provincial. Cela a un impact sur la vie des femmes car elles sont nombreuses à rentrer sans terre ou à n'avoir pas accès à la terre suite à sa vulnérabilité.

#### **III.2 Les violences basées sur le genre.**

Les violences basées sur le genre sont une réalité au Burundi. Les quelques études déjà réalisées témoignent d'un phénomène qui, à la faveur de la crise socio-économique, n'a cessé de s'accroître. La violence, à l'égard des femmes est perceptible à différents niveaux : au niveau de la famille, les violences se manifestent sous la forme des violences domestiques qui se traduisent par des violences physiques comme les coups et blessures, les violences psychologiques, culturelles et économiques.

Les violences faites aux femmes se manifestent aussi par la forme la plus cruelle celle des violences sexuelles.

Les formes des violences sexuelles les plus connues sont : le viol, l'attentat à la pudeur, l'esclavage sexuel, la prostitution, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, le harcèlement sexuel, l'enlèvement et le détournement des mineurs, l'inceste, la stérilisation forcée, les mutilations sexuelles et les diverses formes de violences domestiques (adultère, polygamie, viol conjugal, l'entretien d'une concubine, la séquestration, la répudiation etc.).

Les autorités burundaises sont tenues, au regard de la législation nationale et de la CEDEF de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger le droit des femmes à l'intégrité physique et à la sécurité pour prévenir toutes les formes de violences contre les femmes pour ouvrir des enquêtes débouchant sur des poursuites contre les responsables de tels agissements. Quoiqu'il soit difficile d'évaluer précisément le niveau actuel des violences sexuelles faute de statistiques fiables, les informations fournies par les médias et les organisations de défense des droits humains indiquent que les violences sexuelles atteignent le niveau d'un fléau :

- Entre 2004 et 2006, le centre SERUKA a enregistré 4039 cas de viol soit en moyenne 1346 victimes par an ou 26 victimes par semaine ;
- En 2006, la ligue ITEKA et MSF ont signalé 1930 cas de viol ou violences sexuelles soit 37 victimes par semaine ;
- En 2006, APRODH a signalé 686 cas de violences sexuelles soit en moyenne 13 victimes par semaine.

Par rapport à la réalité, ces statistiques ne représentent qu'une infime minorité car les obstacles à la répression des violences sexuelles sont nombreux et variés. En effet, la plupart des victimes ne saisissent pas les instances habilitées pour dénoncer les violences dont elles ont été victimes pour les raisons suivantes :

- La désapprobation sociale ;
- Les attitudes discriminatoires et la victimisation de l'agresseur ;
- La peur des représailles ;
- Le manque de diligence des autorités saisies ;
- L'ignorance des services d'assistance et de conseil juridique gratuit ;
- Le manque de clarté du code pénal ;
- Les dommages et intérêts insignifiants quand ils sont accordés.

Nous voudrions signaler particulièrement le fait que le code pénal ne réprime que certaines formes de violences sexuelles sans en donner des détails au niveau de leur définition. C'est là une lacune qui incombe aux pouvoirs publics.

Outre le fait que certaines formes de violences sexuelles ne sont pas prévues par le code pénal burundais, même celles qui sont prévues ne sont pas réprimées à la hauteur de l'infraction commise.

Le taux des peines appliquées est faible par rapport à ce que prévoit la loi comme le montre le tableau ci-après qui reprend les peines prononcées par le tribunal de Grande Instance de la

mairie de Bujumbura en 2004. Sur 16 jugements prononcés, 8 reprennent des peines minimales ou en deçà de la peine minimale sans aucune justification.<sup>(1)</sup>

Nombre de dossier	Age de la victime	Infraction	Peine
RP14777	4 ans	Viol	3 ans SPP
RP14478	4 ans	Viol	5 ans
RP14290	3 ans	Viol	5 ans
RP14181	-----	Inceste	5 ans
RP14476	5 ans	Viol	1 an
RP14261	4 ans	Viol	5 ans
RP14135	4 ans	Viol	Sans
RP14343	7 ans	Viol	Sans

Les peines appliquées vont parfois en deçà des minima des peines prévues par le Code Pénal malgré la présence de certaines cause d'aggravation telles que la fonction de l'auteur, l'âge de la victime.

La pratique d'arrangements à l'amiable est à fustiger car elle contribue à l'impunité et à la banalisation des violences sexuelles par la communauté et surtout par les administratifs à la base ainsi que par les OPJ. L'arrangement à l'amiable consiste souvent à la conclusion du mariage entre la victime et son bourreau. En d'autres termes, il s'agit de couvrir le viol par un mariage forcé.

Il est vrai que le Code Pénal burundais est en cours de révision, c'est donc une occasion pour le Gouvernement burundais de promulguer une loi adaptée aux circonstances du moment et d'en profiter pour sensibiliser tous les burundais en particulier les autorités à la base, les OPJ et les magistrats afin que la lutte contre les violences sexuelles soient une affaire de l'Etat et tout un chacun. Nous saluons ici l'action de lobbying et de plaidoyer menée par une coalition d'ONG auprès du parlement burundais.<sup>(2)</sup> Cependant, en attendant la promulgation du nouveau code pénal, la loi en vigueur devrait être appliquée correctement.

### **III.3 Les domaines encore régis par la coutume en l'occurrence les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux.**

Si nous tenons à encore une fois mettre en exergue ces domaines encore régis par la coutume, c'est que cette dernière rend souvent la femme citoyenne de seconde zone. C'est aussi parce que les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux régissent la vie quotidienne des burundais. L'absence des textes de loi égalitaires dans ces domaines handicape la vie de la femme burundaise et la maintient ligotée dans une pauvreté extrême.

Elle ne peut hériter ni dans sa famille de sang ni dans la famille de son mari. Elle est toujours à la merci ou de son frère ou de son mari et cette situation est souvent source de violence dont elle est victime.

La jurisprudence burundaise est avancée sur le sujet et nous souhaitons que le Gouvernement lui emboîte le pas pour éliminer les discriminations liées à la coutume dans ces domaines. Cependant, il faut relever que souvent, même les jugements rendus en faveur de la femme en ces domaines ne sont pas exécutés à temps ou ne sont pas tout simplement exécutés.

<sup>(1)</sup> AFJB, Etude sur la répression des violences sexuelles, mars 2007

<sup>(2)</sup> AFJB, AJCB, ACAT, ADDF, ligue Iteka

La plupart des fois ce sont les autorités à la base qui sont à l'origine du non-respect des jugements rendus comme cela est illustré par le cas suivant qui n'est pas unique :

*ND. M a hérité de sa mère une portion de terre. Un de ses frères a vendu alors qu'elle était déplacée suite à la crise. A son retour elle a intenté une action en justice. Elle a gagné le procès au second degré et devant la cassation. Il y a eu exécution par le tribunal de grande instance de Muramvya mais après le chef de zone a modifié l'exécution. ND. M a enlevé les bornes placées par le chef de zone et elle a été condamnée pour une infraction pénale. Une mission de l'inspection générale de la justice s'est rendue sur les lieux pour vérification de l'exécution. L'inspecteur a placé les bornes sans aucune référence au jugement rendu et en l'absence de ND. M qui était gravement malade.<sup>(1)</sup>*

Le gouvernement du Burundi fait semblant d'afficher une volonté politique mais cette dernière n'est pas accompagnée d'actions concrètes. Le 8 mars de chaque année, une promesse de promulgation de la loi sur les successions, les régimes matrimoniaux et libéralités est annoncée mais cette dernière n'est pas encore promulguée quoique se trouvant sur la table du gouvernement.

Aujourd'hui, le gouvernement exige des consultations populaires avant la promulgation de la loi. Nous considérons qu'il s'agit encore une fois d'une manœuvre dilatoire pour faire traîner de plus belle la promulgation de cette loi car il s'agit d'une procédure inexistante dans le processus de promulgation des lois et de surcroît aucun budget n'a été affecté aux dites consultations populaires.

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.

29. D'une manière générale, on peut dire que depuis la présentation du rapport initial, des avancées significatives ont été enregistrées dans le domaine de la représentation de la femme au niveau des sphères de prise de décision. Un quota de 30 % a été accordé à la femme au niveau du Gouvernement et du Parlement. Cependant, il est à déplorer qu'au niveau juridique, le statut de la femme n'a pas beaucoup évolué. En témoigne les discriminations légales qui sont restées telles quoique soulevées dans le rapport initial.
30. La situation des femmes et des enfants reste très précaire particulièrement dans les domaines de la sécurité économique et juridique.  
Dans le domaine de la pauvreté, la guerre qu'a connue le Burundi a laissé des traces particulièrement pénibles pour la femme. Plusieurs d'entre elles sont devenues du jour au lendemain chef de ménage alors qu'elles n'y étaient pas préparées. Elles ont été déplacées et réfugiées. Jusqu'à ce jour, cette catégorie n'a pas encore recouvré leurs droits étant donné que beaucoup de femmes burundaises vivent encore dans des centres de déplacés ou de réfugiés. La plupart de celles qui sont rentrées n'ont pas encore regagné leurs propriétés. En outre, peu d'activités génératrices de revenus ont été initiées en leur faveur.
31. L'adoption de la loi sur les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux n'a pas connu d'avancées significatives par manque de volonté politique.

<sup>(1)</sup> Commission Justice et Paix, ligue Iteka, Association des femmes juristes, Association des juristes catholiques, accord, Global Rights, typologie des conflits fonciers portés devant les cliniques juridiques

32. Les violences basées sur le genre augmentent au jour le jour et très peu d'initiatives sont prises par le Gouvernement pour éradiquer ce fléau.

Il est à déplorer que les engagements pris par l'Etat du Burundi en ratifiant sans réserve la CEDEF n'ont pas été respectés.

En effet, la mise en application de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme pendant ces cinq dernières années n'a pas connu d'avancées significatives.

Aucune loi n'a été adoptée pour son incorporation effective dans le droit positif burundais.

Or, la meilleure protection est celle assurée par la loi.

La politique nationale genre qui a adoptée en 2003 n'a pas encore connu un quelconque début de mise en application.

Le Code sur la nationalité qui a été révisé après le rapport initial a reconduit une discrimination de taille pour la femme.

Les violences à l'égard de la femme ont atteint leurs points culminant et aucune volonté politique n'est visible pour juguler le fléau. Le projet de Code Pénal n'apporte qu'une partie de la solution. Il faudrait promulguer une loi portant abolition de tous les violences basées sur le genre.

La gratuité des soins de santé pour la mère qui accouche a été proclamée, mais les actions pour la concrétisation n'ont pas suivi. Beaucoup d'hôpitaux n'ont pas la capacité de les accueillir ni les médicaments suffisants pour les soigner. En outre beaucoup d'autres maladies liées à l'accouchement ne sont pas concernées par la mesure, si bien que les femmes n'ont pas en définitive accès aux soins de santé vu de leur capacité financière.

La loi sur les successions, les régimes matrimoniaux n'a pas encore été promulguée malgré les multiples promesses.

## **Recommandations.**

Le Gouvernement, garant de la mise en application de la CEDEF, devrait :

- Elaborer des politiques tenant compte des réformes législatives en vue de supprimer toutes les lois et les pratiques discriminatoires.
- Veiller à une application correcte des lois existantes.
- Mettre en place une politique nationale de lutte contre les violences sexuelles et prévoir un fonds de réparation pour les victimes.
- Assurer la promotion et la protection des droits fondamentaux des femmes.
- Promulguer sans délai le projet de loi sur les successions, les libéralités et les régimes matrimoniaux.
- Promulguer un nouveau code pénal réprimant toutes les formes de violences sexuelles.
- Promulguer une loi réprimant les violences basées sur le genre.

- Revoir le Code Electoral en vue de permettre une représentation de la femme au niveau de la base.

## Bibliographie

1. La Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de discrimination à l'Egard des Femmes.
2. Protocole facultatif à la CEDEF proclamé par l'Assemblée Générale de l'ONU le 6/10/1999.
3. Le premier rapport périodique de mise en application de la Convention de l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes, novembre 2005.
4. Le rapport initial de mise en application de la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes, Bujumbura, janvier 2001.
5. Note de présentation du contre-rapport du rapport initial du gouvernement du BURUNDI sur la mise en application de la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes.
6. L'accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au BURUNDI.



7. La constitution de la République du BURUNDI.
8. La loi n°1/015 du 20 avril 2005 portant Code Electoral au BURUNDI.
9. Le Décret-loi n°1/6 du 4 avril portant réforme du Code Pénal.
10. Le décret-Loi n°1/037 du 7 juillet 1993 portant révision du code du travail au BURUNDI.
11. Le code des Personnes et de la Famille.
12. Le plan d'action national pour la mise en application du programme d'action de Beijing.
13. Etude sur l'intégration des genres dans la constitution post-transition et le code électoral, comité des Femmes Leaders, Bujumbura, février 2004.
14. Rapport des conférences organisées à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, édition 2002, 2003, 2004.
15. Les violences faites aux femmes dans les ménages en mairie de Bujumbura, ligue des Droits de l'homme, ligue Iteka, Bujumbura, septembre 1999.
16. Etude sur la répression des violences sexuelles au BURUNDI cas des provinces de Bujumbura-mairie et de Kayanza, Association des Femmes Juristes, mars 2007.
17. Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme, édition 2006, mai 2007.
18. Rapport d'activité de l'ADDF, éditions 2005 et 2006.
19. Rapport d'activité de l'AFJB, éditions 2005 et 2006.
20. Politiquer nationale Genre, MSNDHG, décembre 2003.
21. Cadre stratégique, intérimaire de Relance de la croissance économique et de lutte contre la pauvreté, Bujumbura, novembre 2003.
22. Rapport d'évaluation décennale de la mise en application du Plan d'action de Beijing, MASPF, mars 2004.
23. Rapport CENI
24. Etude de la monographie Genre : cas du Burundi, Ligue des Droits de la Personne dans la Région des Grands Lacs, Bujumbura, juillet 2004.
25. Obstacles culturels à la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Burundi, en R.D Congo et au Rwanda, septembre 2007.
26. Plan stratégique du lutte conte le SIDA 2002-2006, SEP/CNLS.

## **Annexe 1 : description du CAFOB**

### **1. Nature juridique**

Le Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi, **CAFOD** en sigle et une Organisation Non Gouvernementale sans but lucratif, créée en 1994 sur l'initiative de sept associations féminines et avec le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI). Il a été enregistré au Ministère de l'Intérieur le 20 janvier 1997 sous le numéro 530/044. Il est composée de 52 associations soit un effectif globale d'environ 30 mille femmes qui oeuvrent dans divers domaines de développement.

### **2. Vision**

Un Burundi paisible et prospère qui respecte les droits de la personne humaine et où la femme a les mêmes chances que l'homme et décident ensemble pour le futur.

### **3. Mission**

Renforcer les capacités opérationnelles des associations et ONGs du Burundi afin qu'elles soient des actrices en matière de paix, de genre et de développement.

#### 4. Objectifs

Le CAFOB a pour objectif principal de renforcer de la capacité opérationnelle des associations et ONGs féminines pour l'émergence du leadership féminin et la pleine participation dans le processus de développement burundais. Ses objectifs spécifiques sont l

- favoriser des échanges et des activités inter-associations féminines ;
- militer pour la participation de la femme burundaise à la vie civile et politique ;
- renforcer le rôle de la femme burundaise dans la recherche de la paix et la réconciliation nationale ;
- faciliter la diffusion de toute information touchant la problématique de la femme et de la défense de ses droits ;
- entreprendre des actions en réseaux pour accroître et promouvoir la capacité des femmes en plaidoyer et en lobbying, en vue de la transformation positive de la société.

#### 5. Organisation et Fonctionnement

Les organes du CAFO sont :

- **L'Assemblée Générale**, organe suprême composé de la Représentante de chaque association ;
- **Le Comité Exécutif**, organe chargé de veiller à l'exécution des décisions de l'A.G., est composé de 5 membres constituant le Bureau au et de 10 membre représentant les 5 thématiques ou cellules opérationnelles auxquelles se regroupent les associations membres de Collectif. Le Comité Exécutif est chargé de la gestion administrative et financière du Collectif, ainsi que de la mobilisation des ressources pour les associations ;
- **Les Cellules opérationnelles** : Organes de conception et d'exécution des projets communs issus des grandes orientations de l'Assemblée Générale ;
- **Le Commissariat aux comptes** : Organe chargé de vérifier la gestion des et d'orienter la gestion financière du Collectif ;
- **La Permanence** est assuré par une Coordinatrice assistée par autant de collaborateurs que de besoins.

#### 6. Secteurs d'intervention

\* Les activités du CAFOM s'articulent autour des domaines d'intervention des associations membres à savoir : la paix, la santé l' VIH/SIDA, la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'entrepreneuriat féminin, la justice, la défense des droits des femmes et des enfants, la protection des veuves et orphelins, la formation, l'information, le lobbying et le plaidoyer.

\* Le Collectif s'emploie particulièrement à appuyer les associations dans le renforcement des capacités d'organisation et de gestion, dans l'élaboration des projets ainsi que dans la mobilisation des ressources pour ces projets. La formation et l'information s'adapte à la situation du moment et à la politique nationale.

## 7. Stratégies

- Recherche et documentation
- Lobbying et plaidoyer
- Mobilisation des ressources et appui en organisation gestion
- Formation et échange d'informations
- Action en réseau au niveau interne et externe
- Accompagnement des associations et des groupements dans les actions à la base.

## 8. Publications

La CAFOB a initié la publication d'un journal intitulé « place aux femmes ». Ce journal apparu une fois le trimestre en français et en kirundi jusque fin 2003. Elle a initié un autre intitulé « Nawe Arashoboye » qui paraît une fois le mois en français et en kirundi depuis le mois de mars 2005.

## 9. Adhésion

Le CAFOB est membre de :

au niveau régional :

- la COCAFEM/GEL : Concertation des Collectifs d'Associations Oeuvrant pour la Promotion Féminines dans la Région des Grands Lacs.
- FERFAP : Fédérations des Réseaux des Femmes Africaines pour la Paix.
- SERACOB : Service de Renforcement des Capacités des Organes d'Appui aux Communautés de Base.
- EASSI : Appui Sous Régional en Africaine de l'Est pour le Progrès de la Femme.
- Membre de Femmes Africa Solidarité.
- Membre de Women Direct
- Partenaires de FEMNET
- CADHP : Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples avec statuts d'observateur.
- Membre de la Dynamique des Sociétés Civiles du Burundi DRC et Rwanda « DYSACAC » pour une Action Concentrée dans la Région des Grands Lacs.

Au niveau national, le Collectif est membre de :

- La Synergie des Parlementaires pour la Promotion des Droits de la Femme « SPPDR »
- La Consolidation de la Société Civile pour le Monitoring des Elections « COSOME »
- Le CAFOB collabore avec différents ministères, les Agences des Nations Unies, les Agences de coopérations, les différentes Missions Diplomatiques présentes au pays.

## 10. Partenariat

CECI/ACIPA, International Alert, PNUD, UNIFEM, UNICEF, NCOS (11.11.11), UNB, Action Aid, CARE International, CNLS, Royaume de Belgique, Volontaires des Nations Unies.

## 11. Associations membres

1. Association des Femmes de Paix « **AFEP** »
2. Tontine ROHERO
3. SWAA-BURUNDI
4. « **AFEPAC** » Association Féminine d'Épargne et de Crédit
5. **AFK** de Kamenge
6. **LA DYNAMIQUE**
7. Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel « **CECM** »
8. Encadrement des Filles Inoccupées par des Activités Ménagères « **EFIAM** »
9. Caisse d'Entraide des Femmes de Mutanga « **DEFEM** »
10. Associations des veuves du Burundi « **AVBU** »
11. Associations des Femmes Musulmanes du Burundi « **AFEMUBU** »
12. Associations des Femmes pour la Paix « **AFP** »
13. Fondation des Femmes pour la Paix, l'Équité et le Développement « **FPED** »
14. « **AFCF** » Association des Femmes Chefs de Famille
15. Association des Femmes Juristes « **AFJ** »
16. Association des Femmes d'Affaires du Burundi « **AFAB** »
17. Association Solidarité Jeunesse Féminine « **ASJF** »
18. Association des Guides du Burundi « **AGB** »
19. Association Dufashanye de Kinindo « **ADUKI** »
20. Tontine la **RECONTRE**
21. Mukenyezi Rwanya Inzara n'Ubukene « **MURIKA** »
22. Association des Femmes de RUSAKA « **AFRU** »
23. Solidarité avec mes Malades Mentaux « **TWAFURUMUTIMA** »
24. Association **SHIGIKIRAMIRYANGO**
25. Solidarité pour Aider les Sinistrés Burundais « **SASB** »
26. Association des Veuves de la Région de l'Imbo « **AVERI** »
27. Association des Femmes Journalistes « **AFJO** »
28. Association pour l'Encadrement au Développement socio-économique et culturel des Femmes de la Province MAKAMBA « **ADEFEMA** »
29. Association des Femmes ABINKOMA « **AFABI** »
30. **TUNAMERIMWE**
31. **TUJIMBERE**
32. **NTURENGAHO**
33. Femmes pour la Réconciliation Nationale et le Développement « **FERENADE** »
34. **DUSHIGIKIRANE** de MURAMVYA
35. Association des Femmes de GIHOSHA « **AFG-DUSHIGIKIRANE** »
36. Association d'Entraide entre Femmes et Amies de NGOZI « **AEFAN-DUSHIGIKIRANE** »
37. Association **ELLES**
38. Association Women's International League for Peace and Freedom « **WILPF** »
39. Association Women and Family « **WOWOFA** »
40. **URISANZE**
41. Association **NTARAMBIRWA**

42. **GIRIMPUHWE**
43. **REMAKIBONDO**
44. **AFKEM**
45. **AUEPEF**
46. **AFEEESV**
47. **BAVYEYI TURERE UBURUNDI**
48. **BENIMPUHWE**
49. **URUKUNDO**
50. **AAEDOS**
51. **FMVSP**
52. **MUKENYEZIMENYA**

## **Annexe II**

Liste des candidats retenus dans la Province de BURURI pour le Parti SAHWANYA-FRODEBU

- KARIKURUBU Charles (H)
- NDUWABIKE Jean-Marie (H)
- NGENDAMBIZI Vincent (T)
- NTIBANYIHA Valérie (H)
- NDAYEGAMIYE Israël (H)
- NDAYIRAGIJE Emmanuel (T)
- BATUNGWANAYO Léonidas (H)
- NISABIRE Colette (H)
- NDIKURIYO Alphonse (T)
- NGENDAKURIYO Jean (H)
- NYABENDA Nestor (T)
- NIBOGORA Agnès (T)
- NIMPAGARITSE Déo (H)
- NDAYISENGA Alexis (H)

**Annexe III : Liste des associations ayant participé à la validation du contre rapport de la CEDEF**

1. OAG
2. Solidarité Femmes Parlementaires
3. Association DUSHIREHAMWE
4. CAFOB
5. Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de l'Homme et du Genre
6. Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération
7. SWAA-BURUNDI
8. Centre des Femmes pour la Paix
9. APRODH
10. Association Catholique pour l'Abolition de la Torture
11. Forum pour le Renforcement de la Société Civile
12. Association MUKENYEZI MENYA
13. ADDF
14. Association Fontaine ISOKO
15. Association URISANZE
16. ACCORD
17. Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme
18. Mouvement pour la Participation Politique de la Femme

19. Association pour la Promotion de la Jeune Fille Burundaise
20. ACORD
21. Radio Nationale
22. Radio CCIB FM +
23. Ligue ITEKA



# Shadow Report to the first periodical report on the implementation of the Convention on the Elimination of All the Forms of Discrimination against Women (CEDAW).

---

## Introduction

The Government of BURUNDI produced its first periodical report on the enforcement of the convention on the elimination of all forms of discrimination against women in November 2005.

Through the Burundian Women's Associations and NGOs Federation (CAFOB), the Burundian civil society has just produced a shadow report on the Government report. It is structured around the following points:

- I. The follow-up of the committee observations and recommendations.
- II. The progress achieved in the implementation of the CEDAW since the submission of the initial report.
- III. The main concerns of the Burundian women on the CEDAW enforcement.

## **I. The follow-up of the observations and recommendations**

### **I. a. The observations follow-up**

The observations made by the committee during the presentation of the initial report turns around the following issues:

- The difference of age at marriage between boys and girls.

The alternative report deplores the fact that the issue did not make any progress since the submission of the initial report. As a matter of fact, girls are not precocious as compared to boys as this is claimed by the Government. The age at marriage should be standardized at 21, both for girls and boys.

- The husband as head of the household.

The issue did not evolve although it has discriminatory impacts on women because it encourages, in practice, the monopoly of men in decision-making. This is a vestige of the patriarchy that permanently puts women under the tutorship of a father, a brother, an uncle, a husband or a family council. The abuses related to Article 122 of the people and family code giving force of law to man as head of the matrimonial community have been noticed by the government but the latter is content with saying that the law provides for the woman's appeal in case of abuse instead of restoring the men and women equality as provided for by the CEDAW.

This CPF article hampers the development and equality of men and women and should therefore be revised consequently.

- The adultery which is more severely punished for women as this has been deplored in the Government report is still as such since the initial report.
- Sexual and domestic violence has greatly escalated without any sign of the Government getting concerned about it.

- The statistical data collected in the SERUKA Centre reveal that the number of the victims of rape almost doubled from 2003 to 2006.

2003	2004	2005	2006
983 rape cases	1675 rape cases	1791 rape cases	1930 rape cases

The findings are that:

- The minors remain the special targets of the rapists and this poses a threat to children.
- The end of the war did not change the behavioral drift related to sexual violence.
- The crime of impunity is at the origin of this scourge.
- As subordinates, economically dependent, the victims of domestic violence fear reprisals and the social consequences of denouncing such a violence.

There should be a more obvious political and judiciary will to discourage this scourge. An appropriate legislation coupled with sensitization actions in order to deter the numerous cases of amicable settlements may alleviate the scourge.

### **I.b. The follow-up of the recommendations**

The expert committee had recommended the following:

- The teaching of human rights. However it is deplorable that this action is rather the prerogative of NGOs.
- The establishment of trauma counselling centres.

Apart from the initiatives undertaken by some NGOs, we can note the quasi-inexistence of such centres. It should be underlined that even the existing centres are not very efficient since they are not multipurpose and integrated.

- Make every effort to fight against HIV/AIDS, to promote the sexual education of the youth and the use of condoms.

At this juncture, it is deplorable that:

The 2002-2006 HIV/AIDS action plan does not put a particular emphasis on women despite the fact that it is the woman who is most stricken as this is illustrated in the following table:

<b>AREA</b>	<b>% MEN</b>	<b>% WOMEN</b>
Urban	5.5	13
Semi – rural	6.8	13.7
Rural	2.1	2.9

## **II. Evaluation of the CEDAW enforcement since the submission of the initial report**

From the outset, it should be stressed that all the observations made in the alternative report to the BURUNDI Government initial report on the CEDAW enforcement as particularly related to women discrimination observed at the judicial and socio-political levels, are still valid since no progress has been made so far.

### **Part one: Articles 1 to 6**

In these articles, the Parties to the Convention agree to take all the appropriate measures to improve the condition of women. These are constitutional, legislative, administrative measures and others, including special provisional measures such as the positive action as well as the change of the socio-cultural patterns and models of behaviour, the suppression of women trafficking, and the exploitation of the women prostitution.

As for the Government reporting on these fields of concern, the following fears are expressed in the alternative report:

- Concerning the institutional framework, the Government adopted in 2003 a national policy on gender for which no implementation mechanisms have been put in place to-date. In addition, the Government programme does not at all mention the so-said policy in the budget of the ministry in charge of gender equality.

- At the legal level, discriminations that have not been mentioned in the Government report still prevail despite the provisions of article 2 paragraph 7 of the CEDAW:

a) The people and family code.

- Article 7 on foreigners' marriage provides that:  
«The marriage of foreigners is governed, as for its implications on the spouse in the absence of a common convention, by the husband's naturalisation law at the period of the marriage celebration. »

The enforcement of the law of the marriage location would put the spouses on equal conditions and would be more in conformity with the CEDAW spirit;

- Article 38 on the declaration of birth provides that:

The duty to make a declaration of birth lies on

- The child's father
- If the father and the mother are not available on anybody who has witnessed the delivery.

This means that the Burundian woman is not entitled to declare her child in the absence of her husband. This article provides a suppletive role to the wife and is in contradiction with article 16 of the CEDAW.

- Article 122 which appoints the husband as the head of the household is also in contradiction with article 16 of the CEDAW;

- Article 145 paragraph 6 on the marriage of a pre-pubescent provides that:  
"The marriage entered into by a pre-pubescent cannot be attacked if she is a woman and has given birth to a child or is pregnant even if she has not reached the required age".

This provision is contrary to article 16.2 of the CEDAW and protects early marriages and forced marriages following a rape.

#### b) The Naturalization Law

The Burundian nationality is transmitted in principle by the father, the mother transmitting it exceptionally in case the father is not legally known.

Yet, the foreign woman who is married to a Burundian may acquire the Burundian nationality by a simple declaration, while the opposite is not true for a foreigner holding a foreign nationality and married to a Burundian woman; this is contrary to article 9 of the CEDAW.

#### c) The Penal Code

- The penal code treats differently a man and a woman for the adultery offence.
- The Government report did not condemn the discovery of women and minor girls trafficking network despite the fact that article 6 of the CEDAW requires the States Parties to take all the appropriate measures, including legislative provisions, to abolish the trafficking of women and the exploitation of the prostitution of women.

#### **Part two, articles 7 to 9.**

The States parties commit themselves to defend the rights of women in the public and political life.

- Concerning the women political participation, progress has been achieved indeed but efforts must be undertaken in all the fields of the life of the nation.

- Concerning the replacement of members of parliament in the national assembly, article 133 of law n°1/015 of April on the electoral code is misinterpreted and women find themselves discriminated as women.
- Women participation at the communal assembly and hills levels leaves much to be desired for lack of a minimum quota reserved to women. Statistical data speak for themselves in this matter.

### **Part Three, article 10 to 14,**

The States parties commit themselves to abolish discrimination in the fields of education, labour, health care, and economic life.

- In the field of education, the Government report faithfully reflects the reality.
- In the field of health care rights, the alternative report draws the attention on the following:

Free obstetrical care and health care for children aged less than five are commendable, but, in the present state of affairs, the pursuit and the sustainability of this measure is uncertain. This will depend on the accompanying measures the Government in consultation with the sector's professionals will put in place.

- At the employment level, legal discriminations still prevail in the labour code and the tax and levies code. While maternity is a social function, the pregnant woman sees half of her salary taken away during the maternity leave (article 123 of the labour code).
- The prevailing legislation on income taxation makes a distinction between men and women as far as dependents are concerned.
- At the fiscal level, the women's salary taxation does not take into account its family composition. This legal provision which keeps women at an inferior status as compared to men must be reviewed in the spirit of the CEDAW.
- As for the socioeconomic and cultural level, the Burundian woman, cited as the pillar of the national economy, lives in extreme poverty. The feminisation of poverty still prevails. As a matter of fact, things cannot be otherwise since the Burundian woman has no access to land and consequently is deprived of a source of income feeding 90% of the population.

She neither has cattle which, in the rural area, earn prestige and important income.

In such a context, the Government should set up a system of fund to ensure access to loans.

At the cultural level, the patriarchal system still remains an obstacle to the women's promotion and no measures have so far been taken to eliminate the traditional biases and practices that adversely differentiate women in relation to men, popular songs that convey a negative image of women on the radio and national television. This is a dangerous practice because stereotypes conveyed through these songs are instinctively internalized.

This is how, in some cases, the burden of the traditions is sometimes stronger than the legal provisions.

Cultural barriers are also such that women do not inherit in BURUNDI; a draft law has been tabled before the Government but the latter recommended its submission to a popular consultation before its enactment. This exceptional procedure is unusual and we think that these are temporizing tactics aimed at delaying the enactment of the law.

## **List of abbreviations**

PFC: People and Family Code.

CEDAW: Convention on the Elimination of all forms of Discrimination against Women

Para: Paragraph

HC: Health Centre

JPO: Judiciary Police Officer

MSF: Médecin Sans Frontières

APRODH: Burundian Association for the Protection of the Detainees and Human Rights Protection

AFJB: Burundi Association of Women Jurists

ABUBEF: Burundian Association for Family Welfare

ADDF: Association for the Defence of Women's Rights

SPP: Main Penal Punishment

HPRC: Hôpital Prince Régent Charles

RC: Register of Births, Marriages, and Deaths

TGI: High Court of Justice

RCA: Register of Civil Appeal

AJCB: Burundi Catholic Jurists Association

NGO: Non Governmental Organisation

SEP/CNLS: Executive Secretary of the National Council against AIDS

FRODEBU: Front for democracy in Burundi

CAFOB: Burundian Women Associations and NGOs Federation

OAG: Observatory of the Government Action

## Table of Contents

INTRODUCTION.....	2
I. FOLLOW-UP OF THE COMMITTEE OBSERVATIONS AND RECOMMENDATIONS.....	3
I.1 The difference of age at marriage between boys and girls.....	3
I.2 The husband, head of the household.....	3
I.3 Adultery crime more severely punished for women than men.....	3
I.4 The extent of sexual and domestic violence.....	5
I.5 The teaching of human rights.....	12
I.6 Creation of trauma counseling centres.....	13
I.7 Emphasizing the fight against HIV/AIDS, the sexual education of the youth, and the use of condom.....	13
II. EVALUATION OF THE ENFORCEMENT OF THE CEDAW SINCE THE SUBMISSION OF THE INITIAL REPORT.....	13
II.1 Institutional and legal framework ensuring equal rights.....	14
II.1.1 Institutional framework.....	14
II.1.2 Legal framework.....	14
II.1.2.1 Discrimination at the legal level.....	15
a. The people and the family code.....	15
b. The nationality law.....	16
c. The labor code.....	17
d. The penal code.....	17
II.2 Fields still governed by the customs.....	17
II.3 Discrimination against women at the political and public levels.....	18
II.4 Rights to women health care.....	22
II.5 Discrimination at the socioeconomic and cultural levels.....	24
III. MAIN ISSUES OF CONCERN FOR THE BURUNDIAN WOMEN ON THE CEDAW ENFORCEMENT.....	24
II.1 The participation of women to power, to the decision-making process and to the implementation of gender-sensitive policies.....	24
II.2 Gender-based violence.....	25
II.3 Matters still governed by the customs, namely successions, donations, and matrimonial regimes.....	27
IV. A BRIEF OVERVIEW OF THE IMPLEMENTATION OF THE BEIJING ACTION PLAN.....	28
V. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS.....	28
List of abbreviations.....	31
Bibliography.....	30



## INTRODUCTION

1. The Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women adopted by resolution 37/180 dated December 18, 1979, came into force on November 3, 1981. Burundi ratified it without reservation by the decree-law n° 1/006 dated April 4, 1991.
2. The initial report on the enforcement of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women was drafted in December 1999 and submitted in January 2001.
3. The Government of Burundi has just produced its first periodical report in accordance with Article 18 of the CEDAW which provides that: *“States Parties commit themselves to submit to the Secretary General of the United Nations Organisation for review by the committee a report on the legal, judiciary, administrative measures or others they have adopted to enforce the provisions of this Convention and the progress achieved in that regard.*
  - a. *During the year following the effective date of the Convention in the relevant State.*
  - b. *Then every four years as well as on the request of the committee. »*
4. The present counter-report or shadow report is a reaction of the civil society following the production by the Government of the first periodical report on the enforcement of the CEDAW. It does not question all the content of the periodical report but it is an assessment by the civil society of the enforcement of the CEDAW since the production of the initial report. Some of the concerns are even shared. The shadow report was prepared by CAFOB<sup>1</sup> on behalf of the civil society.
5. This shadow report is produced during a special period, that is, two years after the establishment of the legitimate institutions set up after the elections. It is also prepared during a period in which voices are raised to claim the inclusiveness of all the political forces in the country management. It is also a period in which a lot of controversies are observed in the implementation of the transitional justice mechanisms that should lead Burundi to definitely break with the cycle of violence which, for a long time, has plunged the country into mourning.
6. This shadow report is articulated around the following points:
  - I. The follow-up of the committee observations and recommendations made at the submission of the initial report by the Government of Burundi.
  - II. The progress achieved in the enforcement of the CEDAW since the submission of the initial report.
  - III. The main issues of concern for the Burundian women about the enforcement of the CEDAW.
  - IV. Conclusions and recommendations.

---

<sup>1</sup> The CAFOB submission is appended to the document (Appendix 1)

## I. FOLLOW-UP OF THE COMMITTEE OBSERVATIONS AND RECOMMENDATIONS

Observations and recommendations were addressed to the Government during the submission of the initial report. It is therefore necessary to compendiously review their implementation.

### I.I. Follow-up of the observations

#### *I.1.1 The difference of age at marriage between boys and girls*

7. The difference of age at marriage between boys and girls should be understood in the framework of the Burundian tradition. The girl was educated with the aim of getting married and particularly of bearing as many children as possible. She had also to be submissive. The younger she married, the more one could have hold over her, and give birth to more children. One should not pass over in silence the fact that, in the old time, the girl did not attend school. The only alternative left to her was to marry at a very young age, and often, she was not physically, physiologically, and psychologically ready to assume the responsibilities of marriage and motherhood. Contrary to the Government point of view, the girl is not naturally precocious as compared to the boy.
8. No progress has been made about this issue since the submission of the initial report. If the Government objective is the reduction of birthrate, that age should be standardized at 21 for girls and boys, which would, in a way or another, reduce the birthrate and avoid any discrimination.

#### *I.1.2. The husband, head of the household*

The institution of the husband, head of the household in the substantive law, has discriminatory consequences on women in practice and in some legal provisions. It practically promotes the monopoly in the family decision-making at the advantage of men.

9. Article 122 of the decree-law N° 1/024 of April 25, on the reform of the PFC provides that: *«the husband is the head of the matrimonial community. He exercises this function to which his wife morally and materially participates in the interest of the household and the children. The wife replaces the husband in that function when the latter is absent or barred.»*
10. This article is a vestige of the patriarchy, a society organisational system with particular negative consequences on the wife: it represents a hindrance to her growth and an obstacle to the country development since the patriarchy permanently puts the wife under the tutorship of a father, a brother, an uncle, a husband or a family council<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Human Rights League in the Great Lakes Region, cultural obstacles to the enforcement of CEDAW in Burundi, D.R. Congo, and Rwanda, page 32.

11. This article gives a suppletive role to the wife and this has a deep impact on its daily life, particularly on its properties and on its own person.

As a matter of fact, the husband, as head of the matrimonial community, often decides alone in the management of the household properties. Article 126 of the People and Family code brings about a breach for the husband, in his capacity of head of the matrimonial community, to alienate without the consent of his spouse the household goods.

12. The drawback of article 126 of the PFC lies in the fact that the latter sets out the real property or holdings deemed to belong to the family household. These are:

- Land acquired by succession.
- House serving as an accommodation for the family.
- Agricultural holding cultivated or being the fruit of the common work of the spouses.

The husband, with the prerogatives he thinks to benefit from article 122 of the PFC, finds that he has the right to sell a house without the consent of his spouse as long as the said house is not used for accommodation or to accommodate the family.

Many such cases are regularly reported before the courts where the wife who has been informed only after the sale transaction goes to seek the intervention of the judge. The clincher put forward by the husband to justify the situation is the following: **“since the house sold is not used for accommodating the family, as head of the family, I do not need to request the opinion of my wife”**. Unfortunately, the jurisdiction referred to generally agrees with him. Mr S who is married to Mrs N has several real and personal properties. One day, Mr S sells without the consent of his wife one of their houses K located at. Mrs N sues him and the case is registered under N° RC 12433 and the sentence is as follows:

*« Whereas despite the promise to abandon the project, Mr S sold the house;*

*Despite the fact that the latter did not even request the opinion or the consent of his wife and children;*

*Considering that yet that house was acquired at the cost of many efforts by the couple and particularly Mrs N whose contribution in the acquisition of that house largely exceeds 66%;*

*The selling of the house located at ...K.....n°...X..... is valid»*

13. One should underline that the selling of houses used for the accommodation of the family are also from time to time endorsed by the courts in violation of article 126 of the PFC. The case RCA 3878 judged by the Bujumbura court of appeal is an illustration of a legal challenge of the selling of a house serving for the accommodation of the family by Mrs X. against any logic and flouting the law: the family council and the courts endorsed the sale.

14. The courts also endorse the sales of family properties in spite of the law. The judgment RC 059/2001-2002 is eloquent to that end: the grounding of the sentence clearly indicates that the wife of the seller opposed the sale and instead of nullifying the transaction to punish the seller and the buyer for their insincerity, it is a sentence that is detrimental to the family that has been pronounced.

« *The seller should reimburse the money received; in default the property will be given to the buyer* ». While the grounding of the judgement clearly states that Mrs S has always been opposed to the so-said sale and that this is not refuted by Mr N, her husband; more seriously again, the witnesses have even told the court that Mrs S has been ill-treated by her husband until she was repudiated because, she refused by any means to endorse that sale. The sale was endorsed by her mother and sister.

In conclusion, the prerogatives of the head of the household family as drawn from article 122 of the PFC represents a restraint to the women's growth and to the equality of men and women advocated by the CEDAW. This power is supposed to be shared, but, in practice, the reality is otherwise ; the main issue being that the wife cannot exercise the joint management of properties she does not own and whose matrimonial regime remains confused even when she is the one doing all the agricultural and cattle rearing tasks on which the family live.

15. The prerogatives drawn from article 122 of the PFC enable the husband to ensure order in his household family, and because of this he dares to « *punish* » her wife as he does it for his children or to expel her from the matrimonial roof or to impose degrading treatments as he wishes in all impunity because “*he is the boss.*”

16. With regard to this situation and to the numerous abuses due to articles 122 and 126 of the PFC, it is high time for the Burundian legislator to undertake appropriate reforms and for the Government to reinforce the empowerment of women in order to build their capacity in that field. It is not normal for the Government, while noting these abuses with us, to limit itself at saying that the law provides for appeal for the wife in case of abuse instead of restoring the equality of men and women as this is provided for by the CEDAW.

#### *1.1.3. The adultery offence more severely punished for women than men*

17. There has been no progress about this issue as compared to the initial report. As this has been deplored in the Government report, the State should feel concerned by that problem in order to abide to the Constitution and to the equality of men and women before the law. Actually, if the Burundian Constitution recognizes the equal rights of men and women and if the People and Family Code assigns the same obligations to the husband and wife, they should be treated on an equal basis in front of the same offence. This would enable the moralisation of the male world in the field of sexuality, the main entry point for the HIV/AIDS and other sexually transmissible diseases that more severely weaken the Burundian women.

#### *1.1.4. The extent of sexual and domestic violence*

18. Sexual violence has reached record levels in the history of the country. This violence is committed against children, adult people including old women. It also occurs at school and in residential areas. It has become a scourge. One has just to listen to any radio broadcast to get aware of the gravity of the situation. This is why this part will have a particular importance in the present shadow report.



Total June		32	33	10	28	28	46	23	64
Month	Age	Rapes	Sexual violence	Assault and battery	Expropriated	Conjugal violence	Thrown out	Torture	Injustice
July	3 to 10 years	3	0	0	1	0	12	0	2
	10 to 18 years	7	4	2	13	5	6	3	15
	18 to 29 years	9	6	0	5	11	9	7	20
	29 to 45 years	11	15	7	2	9	13	8	17
	45 years and over	2	8	1	7	3	6	5	10
<b>Total July</b>		<b>32</b>	<b>33</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>46</b>	<b>23</b>	<b>64</b>
August	3 to 10 years	0	0	0	0	1	5	0	13
	10 to 18 years	6	2	0	3	7	5	2	21
	18 to 29 years	13	4	5	6	11	3	14	17
	29 to 45 years	15	9	2	14	6	11	12	27
	45 years and over	4	1	0	3	5	7	9	13
<b>Total August</b>		<b>38</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>26</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>91</b>
September	3 to 10 years	2	0	0	0	1	0	3	12
	10 to 18 years	8	3	1	2	6	9	8	25
	18 to 29 years	6	10	13	9	12	13	17	21
	29 to 45 years	14	15	21	14	9	5	12	18
	45 years and over	2	0	9	5	3	6	6	9
<b>Total September</b>		<b>32</b>	<b>28</b>	<b>44</b>	<b>30</b>	<b>31</b>	<b>33</b>	<b>46</b>	<b>85</b>
October	3 to 10 years	1	0	2	0	2	8	0	17
	10 to 18 years	3	0	5	0	1	11	5	13
	18 to 29 years	9	16	3	9	0	9	6	20
	29 to 45 years	5	19	29	10	25	13	9	23
	45 years and over	2	4	7	0	2	9	3	15
<b>Total October</b>		<b>20</b>	<b>39</b>	<b>46</b>	<b>19</b>	<b>30</b>	<b>50</b>	<b>23</b>	<b>88</b>
<b>Overall Total</b>		<b>272</b>	<b>248</b>	<b>173</b>	<b>229</b>	<b>269</b>	<b>299</b>	<b>230</b>	<b>570</b>

With regard to the data, one may make some comments:

- The rape phenomenon is indeed worrying.
- The crimes of the offence are progressively getting out of the shadow due to the sensitization of the civil society associations and of some hosting structures such as the SERUKA Centre, ABUBEF, AFJB, NTURANGAHO, AJCB, the Iteka League, etc.
- Infants remain the most targeted group by rapists and the threat is dangerously hanging over the children.
- The end of the war did not change the behavioral drift as related to sexual violence.
- Contrary to the Government allegations, impunity and amicable settlements are at the origin of the scourge.

1. Domestic violence is the daily lot of some women. While the family is traditionally associated with the notions of warmth and security, the truth of facts reveals a rather gloomy image: the most common form of violence against women is the domestic violence. Once married, the wife suffers from several assaults, including various forms of tortures : slaps, punching or kicking, hitting inflicted using objects, various deprivations, rapes, etc. This violence is treated in the family context and is not reported. The girl is trained to be submissive and obedient. She must act with selflessness up to sacrificing herself “*this how marriages are built*”, goes the saying.

Subordinate and dependent economically, the victims of domestic violence fear reprisals and the social consequences of denouncing the violence.

The case of Mrs Aline NIJIMBERE is given to illustrate the types of domestic violence a woman can suffer from and the extent of her endurance.

*Mrs. NIJIMBERE comes from the Makamba Province, Commune Makamba, Samvura hill.*

*She was legally married to Mr. NIZIGAMA Fabien with whom she has had a girl before becoming a widow one year after.*

*Her mother-in-law who was also a widow had 10 children among whom two boys and eight girls. After the death of her son NIZIGAMA Fabien, she remained only with one single son, namely Mr. CISHAHAYO, a military who worked at the Mabanda camp.*

*She then recommended to her son to marry NIJIMBERE widow in order not to lose the dowry she had paid to the parents of her daughter-in-law.*

*After her marriage with CISHAHAYO, Mrs NIJIMBERE gave birth to a girl. This was not well received by her in-law who wanted to get a boy at any cost.*

*The daughter-in-law thought that this would be the end for her since she was giving birth only to girls, the latter being enable of perpetuating the lineage.*

*Two months and a half after the birth of the daughter, Mrs. NIJIMBERE became again pregnant. Her family-in-law thought she would again give birth to a girl, which would mean the slow disappearance of their family and they decided to kill her. This was on April 25, 2004.*

*That day, her husband was unusually kind to her; he even shared the meal with her while he usually ate with her mother. About 5 p.m., CISHAHAYO sharpened his machet. Mrs. NIJIMBERE totally ignored the use of the machet and quietly continued at her daily duty.*

*In the evening, she waited for her husband in vain and decided to sleep.*



*While she was deeply asleep, she was awakened by blows of matchet all over her body. The arms were completely cut off. She cried but nobody came at her rescue, even her mother-in-law and her sister-in-law who lived in same compound, because beating one's wife, even to death, is neither a drama nor a crime.*

Mr. CISHAHAYO was sentenced to life imprisonment by the Military Court but no compensation was given to the victim although she is disabled for life, no form of care was granted to the victim until now.

We recall that case because the latter should draw the attention of all the actors on the urgent need of providing assistance to the victims of domestic violence. This is not the only case.

*The population of the Bujumbura municipality has still in mind the case of Mrs. Sylvana from Musaga. She was savagely beaten and tied by her husband, and as if this were not enough, she was coated with pilipili all over her body and on her intimate parts and in the anus. She spent 18 days at the clinics of the Ministère du Réveil en Afrique. Her husband was arrested at the period of the offence but was released two months later. He was judged and a sentence of 6 months imprisonment was pronounced but no compensation was granted to the victim. On April 10, 2007, the Minister of Home Affairs and Public Security, together with the Minister of National Solidarity, visited the ADDF, the centre hosting Mrs. Sylvana in order to enquire about the situation and try to reintegrate her in her home. Their representation failed in Musaga. Having seen with their eyes the hostility of Sylvana's mother-in-law as well as the threats expressed towards her in front of those illustrious personalities, they concluded that her reintegration in her home would be suicidal for the victim. Until now, Mrs. Sylvana has not yet returned to her home and no provisional measures have been taken for her (alimony, the right to visit her child, etc.)*



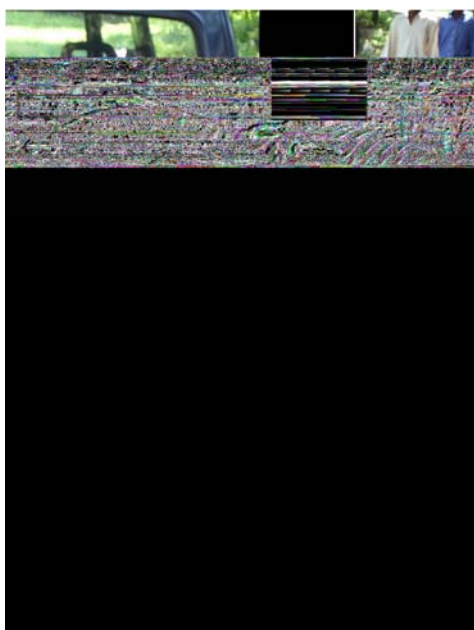
Mrs. Sylvana while hospitalized at the clinics of the Ministère du Réveil en Afrique



Mrs ....X....., was beaten by her husband while she was six months pregnant, the shoulder blade (scapula) was broken.



Mrs X, also a victim of domestic violence.



0. Often police officers refuse to record complaints lodged by a wife against her husband. They generally feel that this is a family matter close to being a private business. This is a phenomenon that flows from tradition.  
In addition to domestic violence, one should note that polygamy and cohabitation are more and more frequent and not punished.
1. It is true that the draft revision of the Penal Code included provisions on the repression of sexual violence, but one must recognize that these provisions are not enough since all these violations are not provided for and no provisions have been made for taking care of the women who are victims of gender-based violence..
2. Considering the wide extent of this phenomenon, a special law should be adopted to punish gender-based violence, a law offering an adequate monitoring framework to the victims.
3. There should also be a more open political and judicial will to deter this scourge. An appropriate and enforced legislation should go together with sensitization activities to discourage the numerous cases of amicable settlements with the complicity of the local administration and the police detectives.

## **I.2. Follow-up of the recommendations**

### *I.2.1. The teaching of human rights*

4. Efforts have indeed been made, but the Government should put more emphasis by adopting a really committed language as far as the protection of women's rights is concerned. An appropriate budget should be allocated to the Ministry in charge of human rights. It is deplorable that this is more the work of local and international NGOs instead of the Government. We however greet the recent efforts made by the Government in allocating the Ministry in charge of Gender an amount of forty millions Burundi francs (40,000,000 BIF) aimed at fighting sexual violence. This amount is modest as compared to the needs but the effort is commendable.
5. Special training and sensitization activities should be geared to the magistrates, police officers, controlling forces, local administration, and the population, etc.

### *I.2.2. Creation of trauma counselling centres*

6. Apart from the initiatives by some national and international NGOs, one can notice the quasi-inexistence of these centres. Yet, in a country that is progressively recovering from such a serious crisis than that undergone by Burundi, the creation of trauma counselling centres should be a priority for the country.

It should be noted that even the existing centres are not very effective in that they do not have all the relevant services, that is, the psychosocial support, the sanitary and legal

support services. Since the trauma counseling centres receive wounded people, it would be an advantage for these centres to be multifunctional and integrated.

*I.2.3. To allow for extra efforts against HIV/AIDS, the sexual education of the youth, and the promotion of the use of condoms*

7. Even if one must recognize that efforts have been made in this field, namely through the PES/CNLS, one must note that the strategic plan against HIV/AIDS 2002-2006 did not put an obvious emphasis on women although they are the most severely struck as this is shown in the following data:

Seroprevalence Rates

Area	% Men	% Women
Urban	5,5	13
Semi-rural	6,8	13,7
Rural	2,1	2,9

29. Be it in the urban or rural areas, the number of women infected by the HIV/AIDS remains very high as compared to men, sometimes being the double. This shows once again that women do not have access to those services for several reasons, among which are:

- Inadequate training
- Sensitization and information sessions that are not adapted to their working schedule, etc...
- Inadequacy and ignorance of female condoms

30. In general, concerning the follow-up of the observations and recommendations of the committee, one may state that there are no perceptible advances particularly in the legal field; no political will has been exhibited in order to revise the laws that are contrary to the CEDAW provisions.

The few actions quoted in the Government report have not yet yielded perceptible impacts because they are insignificant and dispersed.

## **II. EVALUATION OF THE CEDAW ENFORCEMENT SINCE THE SUBMISSION OF THE INITIAL REPORT**

31. From the outset, we would like to stress that we endorse all the observations included in the shadow report on the Government initial report on the enforcement of the CEDAW, mainly because no progress has so far been achieved concerning the discrimination observed at the women's legal and socioeconomic levels.

### **II.1. Institutional and legal framework ensuring the equal rights (article 2 of the CEDAW)**

#### **II.1.1. Institutional framework**

32. The promotion of gender equality comes under the Ministry of National Solidarity, Human Rights and Gender.

33. As early as September 2003, the Government adopted a national gender policy whose main objective is the reduction of discrimination and inequalities inflicted against women. Mechanisms for the implementation of the policy were planned: the creation of the National Gender Council, the Gender Technical Committee, and a Permanent Secretariat for the National Gender Council.

34. In addition to the fact that the implementation mechanisms have never been put in place, one cannot find the national gender policy as such in the overall Government plan for 2005-2010, which means that it fell into abeyance as soon as it was adopted. One has the impression that it remains the concern of the sole Ministry in charge of gender.

35. Although the national budget is an essential tool at the service of gender equality and the implementation of the programmes and assistance needed to that end, the latter is not prepared in a voluntarist perspective to apply the CEDAW principles.

Actually, the budget of the Ministry in charge of gender equality is 1% of the total budget and is especially devoted to the staff salaries and is not even adequate.

36. The Government should feel concerned by the implementation of the National Gender Policy by providing enough means to the Ministry in charge of Gender and by creating the bodies provided for by the policy.

### **II.1.2. Legal framework**

37. The first Government periodical report mentions the principle enshrined in the Constitution of Burundi, namely, the equality of all the citizens, the citizens dignity, non-discrimination, the equal protection of the citizens by the law and non exclusion. In addition to these principles, the Constitution in its article 19 provides that the CEDAW is an integral part of the Constitution following the examples of all the conventions that recognize the fundamental rights.

38. However, even if the CEDAW is part of the Constitution, it is not totally respected and enforced since women are still subjected to discrimination at the legal, political as well as socioeconomic levels.

39. Its ratification should go hand in hand with the revision of the implementing laws because a law has no interest unless it is enforced.

#### **II.1.2.1. Discrimination at the legal level (article 3 of the CEDAW)**

##### **a. The People and Family Code**

40. Despite the Constitution and the CEDAW provisions, the People and Family Code still contains inequalities and some of them have not even been mentioned in the Government report.

##### ***a. 1. Article 38 on the declaration of birth***

41. It provides that « the duty to declare the birth lies on:

- The child's father
- If the father is not available on the mother

- If the father and the mother are not available on anybody who has witnessed the delivery.

*42. This article gives a suppletive role to the woman and is contrary to the spirit of article 16, c, of the CEDAW that requires the States parties to ensure, on the basis of equality between men and women, the same rights and duties during marriage and at its dissolution. Paragraph d of article 16 clarifies that men and women must have the same rights and duties whatever the matrimonial status for issues related to children.*

How can the Burundian woman have the same duties as a parent while she is only entitled to declare the birth of her child in the absence of her husband!

43. This provision has a negative impact on the registration of the children at the registry office. It even happens that unmarried mothers who would like to do so are prevented by their brother. This provision allows also the registration of some irregularities. There are cases in which the fathers registered their illegitimate children in the name of their legal wife. And this becomes a source of conflict at the family level since this is imposing to the legal wife the physical, psychological and material burden of an illegitimate child while the reverse is not authorized. *This is also an infringement of the rights of the child to whom a fictitious mother is imposed.*

#### ***a.2. Article 7 on the marriage of foreigners***

*44. « The marriage of foreigners is governed, for its effects on the spouses in the absence of a common convention, by the husband's nationality law at the period of the solemnization of the marriage».*

This is a vestige of the patriarchy. The enforcement of the law at the marriage location would put the future spouses on equal conditions and would be more in conformity to the CEDAW spirit.

#### ***a.3. Article 122 : the husband institution as head of the family***

45. Article 122 institutes the husband as the head of the conjugal community and this is contrary to the spirit of Article 16 of the CEDAW and, as mentioned earlier in the framework of the follow-up of the recommendations of the committee on the condition of women, this article bears nefarious consequences on the life of women: violence, wasting of assets, non-marital relationships, etc.

#### ***a.4. Article 145, al 6 of the PFC on the marriage of a pre-pubescent***

46. This article provides that “The marriage entered into by a pre-pubescent cannot be attacked if she is a woman and has given birth to a child or is pregnant even if she has not reached the required age”.

*In addition to the fact that this provision is contrary to article 16.2 of the CEDAW, it allows the coverage of early marriages and forced marriages following a rape.*

### **b. The nationality law (article 9 of the CEDAW)**

47. An important discrimination was not corrected by the Burundian legislator during the revision of the Nationality Code. This is so serious that the review was carried out after the submission of the initial report and its analysis by the committee. The fact that the wife does not have the right of transmitting her nationality in similar conditions as for the husband shows that the Burundian society deeply remains governed by the patriarchy. The Government should endeavour to very shortly rectify this discrimination since, not only this provision is not in conformity with the CEDAW, but is also unconstitutional.

48. Article 2 of the nationality code provides that « is Burundian »:

- a. *The illegitimate child born, even in a foreign country, from a father having the Burundian nationality at the date of birth or, if the father died before the child birth, at the time death;*
- b. *The illegitimate child, whatever her maternal filiation, who is the object of voluntary affiliation, legitimation, or judicial recognition determining the filiation to a Burundian father;*
- c. *The illegitimate child whose filiation is not defined and who is the object of a voluntary or judicial recognition establishing its affiliation to a Burundian mother;*
- d. *The child denied by its father, as long as at the time of denial, her mother had the Burundian nationality.*

*Article 3, paragraph c, provides that: «is Burundian by legal presumption the infant when the father or the paternal filiation is not defined, when the mother acquires or recovers the Burundian citizenship».*

49. In view of these provisions, the Burundian citizenship is transmitted in principle by the father, the mother transmitting it exceptionally in case the father is legally unknown. On the other hand, while the foreign woman married to a Burundian may acquire the Burundian nationality by simple declaration, the opposite is not true for a foreigner of a foreign nationality married to a Burundian woman.

### **c. The Labour Code (article 11 of the CEDAW)**

50. As already mentioned in the paragraph on the follow-up of the committee recommendations, the Labour Code still contains discriminatory provisions against women on maternity leave. While maternity should be understood as a social function, the pregnant woman is inflicted a cut of half her salary during all her maternity leave. As a matter of fact, Article 123 of the Labor Code provides that:

*«The state-owned or private company is required to become affiliated to a body in charge of maternity benefits. The woman on maternity leave is taken care by the body to which her employer has affiliated her for medical care as well as for the other benefits during the maternity leave. The law governing the body in charge of the maternity benefits will clarify the modalities for the enforcement of this paragraph.*

*However, the woman who is on maternity leave gets, at the expense of the employer, half of the average month salary in cash at the period of the suspension of the work as well as to the non-salary benefits if there are any». Since the so-said body has not yet been created, women on maternity leave governed by the Labour Code are sanctioned.*

#### **d. Tax Code**

51. The *lex lata* on income taxation makes a distinction between men and women for dependents. It appears at Article 90 of the decree-law n° 1/013 dated May 15, 1990, on the General Tax Code, that a married woman is incapable of having dependents. At the fiscal level, she is imposed as a bachelor; the imposition of his salary does not take into account its family composition. This legal provision keeps the married woman in an inferior status as compared to man and should be modified in conformity with the CEDAW.

#### **e. The penal code**

52. As already mentioned in the section on the follow-up of the committee recommendations, the Burundian penal code treats differently the husband and the wife as far as adultery is concerned. At this level, we would like to deplore the fact that a network for women and infant girls trafficking has just been discovered and the Government did not even mention it in its report. This is a trafficking of women to Lebanon. Unfortunately, for reasons that are not yet elucidated, the case is hushed up and the actors remain unpunished despite the presence of a police for infants or a battery of institutional and legal provisions.

### **II.2 Domains still governed by the custom (article 5 of the CEDAW).**

53. The successions, donations, and matrimonial regimes are still governed by the custom while the other matters are nowadays governed by written laws. This represents a problem and a big handicap for the Burundian woman because the custom, the old as well as the so-said recent one, still discriminates women.

54. The Government report mentions this inequality, but paradoxically, it puts emphasis on the popularization of the jurisprudence in this matter while the key of the solution resides in the enactment of an egalitarian law.

55. Although it is true that the evolution on this topic is in favour of women, do we have to always rely on the magnanimity of the judge? Why should the girl, in order to enjoy her rights, always have recourse to the courts while one knows very well that it is difficult to have access to justice in Burundi? The access to justice requires time, money and perseverance. To this should be added the fact that the lawsuit between brothers and sisters leaves smear and traumatizing challenges/scars in their relationships while a clear law would remediate all the undue inconvenience.

### **II.3 Discriminations against women at the political and public level (article 7 of the CEDAW)**

54. Although women have achieved some progress as to her participation in the 2005 elections, as voters and candidates, it remains equally true that more efforts should be made to overcome cultural and political obstacles. It is important to stress that the Second Vice-President of the Republic who resigned was not replaced by another woman while it was hoped that this was a good practice to be pursued. Similarly, the Speaker of the National Assembly who was demoted was not replaced by a woman as well as the Deputy Speaker of

the Senate. This constitutes a negative slip as to the advances achieved at their coming to power, thus the political will exhibited was just a distracter!

55. It is the same when it comes to replacing the members of parliament. Although article 129 of law n° 1/015 dated April 20, 2005, governing the elections provides that the National Assembly is composed of at least 30% of women, one notes an erroneous reading of the law during the replacement of a member of parliament which should be done in the spirit of article 133 of the same law: As a matter of fact, in case of death, resignation, inability to meet physical standards, permanent disability duly acknowledged by the constitutional Court on the request of the Bureau of the National Assembly, the member of parliament is ex officio replaced by the immediate substitute, where relevant, of the same ethnic group or gender in order to maintain the balances on the electoral list of the relevant constituency.

56. Since the National Assembly is already composed of at least 30% women, women in succession order and of the same ethnic group as the Member of Parliament to replace are not accepted because they are women! The argument being that they already reached the quota of 30%.

57. The replacement of the Member of Parliament, late Charles KARIKURUBU, from the Bururi constituency and the Sahwanya - FRODEBU Party, is eloquent<sup>1</sup>. The candidate Valérie NTIBANYIHA who was in a good succession order and fulfilled all the conditions was discarded because she is a female and the next candidate, a man, occupied the seat. This is a practice which should be denounced because contrary to the law.

This is a complementary proof showing how the principle of gender equality is far from being assimilated by our politicians.

58. The chiefs of the political parties do not really show any political will in favour of the inclusion of women and this represents a handicap to their full participation in politics.

59. Despite the fact that very few political parties develop women training sessions, sensitization, and mobilisation strategies, they were unequivocally opposed to the introduction of the 30% quota for the representation of women at the hill and commune levels during the preparation of the commune and electoral laws.

This is testified by the following results on women representation at the communal and hills' levels. The more one gets closer to the grassroots levels less is the women representation although, for a more harmonious development, issues related to gender equality should be dealt with from the grassroots to the national levels.

60. The next electoral law should entail the participation of at least 30% women from the grassroots to the national levels.

***Communes headed by women:*** <sup>(1)</sup>

Provinces	Communes	Number of Communes	Proportions
Bururi	Mugamba	9	1/9

<sup>1</sup>Electoral list of the candidates admitted in the Bururi constituency, Extract from Renouveau n° 6518

<sup>(1)</sup> Source : CENI



Cankuzo	Cendajuru	5	1/5
Gitega	Giheta, Buraza, Bugendana, Nyarusange	11	4/11
Karusi	Bugenyuzi	7	1/7
Kayanza	Kayanza, Muruta	9	2/9
Muramvya	Kiganda	5	1/5
Muyinga	Butihinda, Gashoho	7	2/7
Ngozi	Busiga, Gashikanwa, Kiremba	9	3/9
Rutana	Mpingakoyove	6	1/6
Bujumbura municipality	Buterere	13	1/13

*Elected women « Communal Elections »<sup>(2)</sup>*

Provinces	Communes	Names and surnames	Presidents	Vice-Presidents	Members	Total
1. Bubanza	Bubanza	Ntibarusiba Marie		01	20	21
2. Rural Bujumbura	Kanyosha	Niyonzima Micheline, Odette		06	39	45
	Nyabiraba	Nihokamye Scolastique				
	Bugarama	Sadi Noela				
	Mugongomanga	Sindokotse Denise				
	Mutambu	Kwizera Emelyse				
	Isale	Kiganahe Judith				
3. Bururi	Buyengero	Nibirantiza Sylvie		02	25	27
	Rumonge	Nijebariko Scholastique				
4. Cankuzo	Mishiha	Nabushahu Lucie				
	Cendajuru	Akimana Rose		05	29	34
	Gisagara	Niyonzima Alphonsine				
	Kigamba	Ndikumana Denise				
	Cankuzo	Nkunzimana Angèle				
5. Cibitoke	Mabayi	Bararwendera Joséphine		02	33	35
	Bukinanyana	Niyonyamo Christine				
6. Gitega	Gishubi	Nyarwenda Constance		04	56	60
	Itaba	Manirambona				

<sup>(2)</sup> Idem

		Florence				
	Makebuko	Ntahomvukiye Benedicte				
	Mutaho	Ahigombeye Claudine				
7. Kayanza	Matongo	Nyabenda Sylvie		05	54	59
	Gahombo	Miburo Dorothée				
	Butaganzwa 1	Kanyana Janvière				
	Rango	Bararwandika Imelde				
	Muhanga	Semiryra Générose				
8. Karuzi	Nyabikere	Banyanke Clémence		02	30	32
	Mutumba	Ndayishimiye Josélyne				
9. Kirundo	Busoni	Rwasa Catherine		03	38	41
	Vumbi	Nteturuye Jeanne d'Arc				
	Kirundo	Nikoyagize Aloysie				
10. Makamba	Nyanza-Lac	Bayubahe Félicité		03	24	27
	Makamba	Ntahiraja Pétronie				
	Kibago	Ndayizeye Françoise				
11. Muramvya	Kiganda	Nizigamam Clotilde	01		26	27
12. Muyinga	Butihinda	Rwasa Amini		03	34	37
	Mwakiro	Manirakiza Verdienne				
	Buhinyuza	Ndimurwanko Anne-Marie				
13. Mwaro	Ndava	Sinankwa Denise	01	01	26	28
	Nyabihanga	Ntirampeba Godeberthe				
14. Ngozi	Marangara	Bankaniye Anésie	01	04	39	44
	Busiga	Nzinahora Jacqueline				
15. Rutana	Giharo	Cubwa Pétronie		01	26	27
16. Ruyigi	Butaganzwa	Buyange Nadine		05	41	46
	Butezi	Nyagahunga Bernadette				
	Bweru	Irindagiye Séraphine				
	Nyabitsinda	Nizigiyimana Benoîte				
	Kinyinya	Simbandumwe Sylvane				

17. Bujumbura- Municipality	Rohero	Masenge Evelyne		03	75	78
	Buyenzi	Nduwimana Suavis				
	Kanyosha- Mairie					
<b>Total Elected Women</b>				<b>03</b>	<b>50</b>	<b>668</b>

61. Looking at these tables, we note that women members of the commune councils are 668 out of a total of 3,225 members, that is, 21%.

Women chairing communes' councils are 3. This means that out of 129 communes, only three communes have communes councils chaired by a woman, that is, 2.3%, while women acting as deputy chairs of communes' councils are 50, that is, 39%.

*Women elected at the hill level<sup>(1)</sup>*

Province	Zone	Candidates	Hill	Men	Women	Total	Percentage of elected women
Buanza	15	1594	90	408	46	454	10%
Bujumbura-Rural	34	3078	205	865	165	1030	16%
Bururi	39	3507	198	896	106	1002	11%
Cankuzo	11	1222	87	366	71	437	16%
Cibitoke	21	1719	130	603	40	643	6%
Gitega	32	3983	265	1138	188	1326	14%
Karusi	19	1978	145	584	143	327	20%
Kayanza	29	3919	262	1105	207	1312	16%
Kirundo	25	3316	193	860	103	963	11%
Makamba	24	2282	139	617	82	699	12%
Muramvya	15	1887	99	437	57	494	12%
Muyinga	24	3226	230	981	175	1156	15%
Mwaro	16	2552	131	553	107	660	16%
Ngozi	32	4882	298	1250	245	1495	16%
Rutana	18	2640	161	715	100	815	12%
Ruyigi	21	2205	178	760	129	889	15%
Bujumbura-Municipality		785	97	392	91	483	19%
<b>Total</b>	<b>375</b>	<b>44.775</b>	<b>2908</b>	<b>1253</b>	<b>2055</b>	<b>14.585</b>	<b>14%</b>

62. At the hills' level, no province reached the 30% of women participation. Out of a total of 14,585 elected members on the hills, only 2055 are women, that is, 14%.

<sup>(1)</sup> Source : CENI

63. One should also mention that the access of women to employment remains problematic even if the Constitution establishes the egalitarian principles and goes even beyond by advocating the use of practices based on the need to correct the imbalances and ensure a wide gender-representation <sup>(1)</sup>. But there are no legal or regulatory provisions to enable the effective implementation of the constitutional rule. The field reality reflects once again a lack of political will on behalf of the Government in this matter.

Indeed, as this is mentioned in the Government report, women occupy 18% of the ministries. Yet, women do not lack competent people but rather it is an issue related to the political will. One has just to consult the study carried out by the CAFOB in September 2001 to get aware of that <sup>(2)</sup>.

64. The Government should ensure the promotion of women to occupy leadership positions at all levels, in the public as well as in state-owned and private companies for at least 30%.

#### II.4 Women's rights to health (article 12 of the CEDAW)

65. During the reconstruction phase that starts after the end of the war, it is important to provide women and children with all the gynaecological and paediatric services in all the health facilities in order for women to get access to adequate health care in health reproduction and to avoid such a high maternal and child mortality rate.

66. The measure taken by the President of the Republic and granting free obstetric health and free health care for children aged less than five at the eve of May 1<sup>st</sup>, 2006, fits in the priorities set in the Government emergency plan. In general, the measure was welcomed by the population and the announcement of the measure provoked a rush of patients to the health facilities as this appears in the following table:

#### *Evolution of the number of deliveries in the Gitega sanitary province <sup>(3)</sup>*

Health facility	Before the measure				After the measure		
	February	March	April	Monthly average	May	June	Monthly average
Gitega Hospital	87	109	117	104	184	212	198
Giheta HC	15	21	12	16	34	15	25
Gasuru HC	1	2	0	1	2	3	3
Rutoki HC	31	52	38	40	16	2	9
Mubuga	1	4	4	3	14	13	14
Makebuko HC	0	2	4	2	11	10	11
Bwigere HC	0	0	0	0	1	0	1
Buhonda HC	0	0	2	1	2	6	4
Gisikara HC	0	0	0	0	3	3	3
Bukirasazi HC	9	5	4	6	7	3	5

<sup>1</sup> Art 143 of the Constitution

<sup>2</sup> CAFOB, Female expertise and support institution to gender promotion

<sup>3</sup> . OAG, Evaluation of the Government post-transition action, one year of power, Bujumbura, September 2006, p. 41

Murenda HC	0	1	0	0	1	0	95
Buraza HC	3	3	5	4	2	3	3
Bugendana HC	1	0	11	4	19	15	17
Nyarusange HC	4	1	8	4	10	12	11
Mahwa HC	2	3	1	2	7	5	6

67. Looking at these data, even if the deliveries in health facilities have been multiplied by two, delivering in health facilities is still very low. Besides the low level, it appears that the decision was not planned although the number of deliveries has doubled; the facilities and the staff remained the same.

68. Testimonies related to this are eloquent:

Marie Bukuru, Chief of the Nursing Service at the HPRC, expresses the following reserves: *Our country is among those recording a very high maternal mortality rate. With this programme, thousands of mothers and children are going to escape death. Nevertheless, problems still prevail and generate conflicts particularly those accompanying the women who come to give birth with the nurses. The main reasons are: the lack of space, inadequate materials, and insufficient staff members subjected to sinister labor* <sup>(4)</sup>.

The director of the Muramvya hospital lists the constraints related to that measure in the following terms: *«Constraints exist for the reception facilities, the staff members who remain as such in number, with an increased workload.*

*Concerning the facilities, the working rooms, the birth and hospitalization rooms are full. The materials for delivery by cesarean section remained the same; there is a lack of start-up funds for the purchase of drugs* <sup>(5)</sup>.

And the HPRC director testifies:

*« Every hospital has its own reception capacities, namely delivery tables, usually two or three, but we may receive 14 women at the same time and we are at a loss. Sometimes, women deliver in the corridors. Some die without being assisted because the staff is overworked »* <sup>(6)</sup>

69. The continuation and the sustainability of the decision remain uncertain. They will depend on the accompanying measures the Government will put in place in cooperation with the sector professionals.

70. Concerning the HIV/AIDS control, the national action plan against HIV/AIDS should not limit itself to the prenatal testing and to the prevention of the transmission from mother to child programme. Issues related to gender should also be treated crosswise.

71. The plan should highlight all the activities to be carried out in favour of women and in all fields in order to alleviate the women seroprevalence rate.

## **II.5 Socioeconomic and cultural discriminations (article 13 of the CEDAW)**

<sup>4</sup> . Mukenyezi ugeze he ? a semi-monthly bulletin of the association for the defense of women's rights p.3.

<sup>5</sup> . Mukenyezi ugeze he ? a semi-monthly bulletin of the association for the defense of women's rights p.5.

<sup>6</sup> . OAG, Evaluation of the post-transition Government action, one year of power, Bujumbura Sept 2006, p. 42

72. The economic and social life is limited by the population pauperization and the poverty of the Burundian woman for the simple reason that she owns nothing. The Burundian woman does not have access to land and, consequently, she is deprived of a source of income on which 90% of the Burundian population live. She has no cattle which, in the rural area, confers prestige and earns important income.

73. In urban areas, women do not have an easy access to credit as underlined in the Government report because they have no security of mortgage. The overall consequence is the economic dependency and its trail of misery: submission, violence, etc.

74. In front of such a situation, the Government should establish a system of credit to ensure the access of women to loans. In addition, it should enact the law on successions, donations, and matrimonial regimes which would give women the right to inherit land.

75. At the cultural level, the patriarchal system remains an obstacle to the development of women and no measures have been take to suppress the prejudice and traditional practices against women. The Government, by ratifying the CEDAW, has the duty of promoting the necessary changes about sexist prejudice and practices.

77. It is abnormal that, 16 years after the ratification of the CEDAW, popular songs promoting a negative image of women are still played on the national radio and television. This is a dangerous practice because stereotypes promoted by those songs are instinctively assimilated; that is how in some cases, the burden of the traditions is sometimes stronger than the law.

### **III. MAIN CONCERNS OF THE BURUNDIAN WOMEN ON THE CEDAW ENFORCEMENT**

78. A sampling made in female associations and human rights associations enabled us to pick up three main priorities of the Burundian women in the enforcement of the CEDAW.

#### **III.1 Women's participation to power, to the decision-making process, and the implementation of policies that are sensitive to gender (articles 7 to 9 of the CEDAW).**

79. In accordance with the provisions of articles 7 to 9 of the CEDAW, the States parties commit themselves to protect the rights of women in the public and political life.

80. The basic rights of women and men to take part in the political life is recognized, but in practice, there is an important discrepancy between the equality by right and the equality by fact in the field of governance and decision-making. It is true that the Government of Burundi has exhibited a political will in this field and adopted proactive measures in the Constitution by integrating a quota of 30% of women in the composition of the Government and Parliament.

81. However, we deplore that logics did not guide the decision-making bodies at the grassroots level, that is, the Commune Council and the Hill Council. At that level, even the idea of establishing a minimum quota for women was fiercely attacked.

82. The increase of the number of women participation at the Parliament level and other important positions within the government and civil service is no longer enough to generally improve the status of women in Burundi. This measure should be supported by the development of policies that take into account gender equality from the grassroots level to the summit.

83. The participation of women in the preparation and implementation of development plans that are sensitive to gender presumes indeed the presence of women in adequate number in the decision-making bodies. At the grassroots level, the preparation and implementation of development plans should be done at the communes and hills levels. The women participation becomes hypothetical since they are not adequately represented in those bodies.

84. It should also be stressed that we note today that the level reached by women concerning the political participation and decision-making has undergone a significant regression.

85. Considering the recent appointments, the gender element is progressively neglected. The most flagrant case has been the composition of the land commission as well as its branches at the provincial level. This has an impact of the life of women because repatriated women are numerous to come back without lands. Even most of the widows who remained in the country do not own land.

### **III.2 Gender-based violence (article 12 of the CEDAW)**

86. Gender-based violence is real in Burundi. The few studies already undertaken testify to this phenomenon which, under the coverage of the socioeconomic crisis, continued to worsen. The violence against women is perceptible at different levels: at the family level, the violence appears under the form of domestic violence translated into physical violence such as assaults and battery, psychological, cultural, and economic violence.

87. The violence inflicted on women also appears in the cruelest form, that is, sexual violence. The kinds of sexual violence most known are : the rape, the indecent assault, sexual slavery, prostitution, forced prostitution, forced pregnancy, forced miscarriage, sexual harassment, abduction and enticement of infant girls, incest, forced sterilization, sexual mutilations and various forms of domestic violence (adultery, polygamy, marital rape, support of a concubine, sequestration, repudiation, etc.).

88. The Burundian officials are bound, in conformity with the national law and the CEDAW, to take all the necessary measures to protect the rights of women to physical integrity and security, to prevent all forms of violence against women, and to carry investigations leading the suing of those guilty of such offences.

89. Although it is difficult to make a precise assessment of the present level of sexual violence for lack of reliable statistical data, the information provided by the Medias and the human rights organisations show that sexual violence is akin to a scourge:

- Between 2004 and 2006, the SERUKA centre recorded 4,039 cases of rape, that is an average of 1,346 per year or 26 victims per week;
- In 2006, the ITEKA League and MSF reported 1,930 cases of rape or sexual violence, that is, an average of 37 per week;
- In 2006, APRODH reported 686 cases of sexual violence, that is, an average of 13 victims per week.

90. As compared to the real situation, these statistical data only represent a tiny minority because the obstacles to sexual violence repression are many and varied. As a matter of fact, most of the victims do not refer the case to the relevant authorities in order to denounce the violence they are suffering from for the following reasons:

- The social disapproval;
- The discriminatory attitudes and victimization of the aggressor;
- The fear of reprisals;
- The lack of due diligence on behalf of the notified authorities;
- The ignorance of assistance services and free legal opinion;
- The lack of precision of the penal code;
- The insignificant damages when they are provided.

91. We would like to particularly report the fact that the penal code does not repress some forms of sexual violence without giving any details at the definition level. This is one of the gap in the law that the public authorities should pick up and correct..

In addition to the fact that some forms of sexual violence are not provided for in the Burundian penal code, even those that are provided for are not repressed in proportion to the offence.

92. The rate of the sanctions applied is low as compared to what is provided for by the law as this is shown in the following table which summarizes the sentences pronounced by the high court of justice in the Bujumbura municipality in 2004. Out of 16 sentences, 8 give the maximum punishment or less without any justification.<sup>(1)</sup>

Number of files	Age of the victim	Infraction	Sentence
RP14777	4 years	Rape	3 years imprisonment
RP14478	4 years	Rape	5 years
RP14290	3 years	Rape	5 years
RP14181	-----	Incest	5 years
RP14476	5 years	Rape	1 year
RP14261	4 years	Rape	5 years
RP14135	4 years	Rape	None
RP14343	7 years	Rape	None

93. The penalties sometimes are inferior to the required minimum imprisonment provided for by the penal code despite the existence of some aggravating causes such us the position of the perpetrator, the age of the victim, etc.

94. The amicable settlement practice must be castigated because it contributes to the impunity and trivialization of sexual violence by the community and particularly by the local authorities as well as the JPO. The amicable settlement often consists in the conclusion of a marriage between the victim and the abuser. In other words, it is coverage of rape by a forced marriage.

95. Since the Burundian penal code is being revised, this is an opportunity for the Government to enact a law that is adapted to the present circumstances and to sensitize all the Burundians, and in particular the grassroots authorities, the JPOs, and the magistrates so that the fight against sexual violence is a State and everybody’s concern.

<sup>(1)</sup> AFJB, Study on the repression of sexual violence, March 2007



96. Here we would like to welcome the lobbying and advocacy action carried out by the coalition of NGOs towards the Burundian parliament.<sup>(2)</sup> However, while still waiting for the enactment of the new penal code, the *lex lata* (the law in force) should be adequately enforced.

### **III.3 Fields still governed by the customs, namely, successions, donations and matrimonial regimes (article 5 of the CEDAW)**

97. If we still want once again to emphasize the fields that are still governed by the custom, it is because the latter often make women second rank citizens. It is also because successions, donations, and matrimonial regimes govern the daily life of the Burundians. The lack of egalitarian legal texts in these fields is a handicap for the life of the Burundian woman and keeps her strapped in extreme poverty.

She can inherit neither from her blood family nor from her husband's family. She is always at the mercy either of a brother or of her husband and this situation is often a source of violence for her.

98. The Burundian jurisprudence is ahead on this issue and we wish the Government to fall in behind it in order to eliminate the discriminations related to the custom in those fields. However, it is necessary to note that, often, even the judgements entered into in favour of women in these fields are not timely enforced or are not at all enforced.

97. Most of the time, the grassroots authorities are at the origin of non enforcing the judgements entered as this is illustrated by the following case that is not unique in its kind:

*ND. M inherited a portion of land from her mother. One of her brothers sold it while she had been displaced following the crisis. At her return, she sued at law. She won the litigation at the appeal level and at the court of cassation. The Muramvya high court of justice executed the sentence but afterwards the chief of zone modified the execution. ND. M displaced the boundary pillars placed by the chief of zone and she was condemned for a penal offence. A mission from the general inspectorate of justice went to the premises to check the enforcement. The inspector placed the boundary pillars without any reference to the judgement entered into and in the absence of ND. M who was seriously ill.*<sup>(1)</sup>

98. The Burundi Government waves a dead chicken showing a political will but the latter is not followed by specific actions. On March 8th every year, the promise of enacting the law on successions, matrimonial regimes, and donations is announced but the law has not yet been enacted although on the Government table.

99. Today, the Government requests popular consultations before the enactment of the law. We consider this, once again, as a stalling tactics in order to delay for ever the enactment of that law because this procedure is not provided for in the laws enactment process, and moreover, no budget has been allocated to the so-called popular consultations.

## **IV. CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS.**

---

<sup>(2)</sup> AFJB, AJCB, ACAT, ADDF, Iteka League

<sup>(1)</sup> Commission Justice and Peace, Iteka League, Women Jurists Association, Catholic Jurists Association, ACCORD, Global Rights, typology of land conflicts submitted to the legal clinics

100. In general, one can say that, since the submission of the initial report, significant advances have been recorded in the field of women representation at the decision-making levels. A quota of 30% has been granted to women in the Government and in Parliament. However, one must deplore the fact that at the legal level, the status of the woman did not make any progress. The examples are the legal discriminations that remained as such although raised in the initial report.

101. The situation of women and children remains very precarious, particularly in the fields of economic and legal security.

102. In the field of poverty, the war undergone by Burundi left particularly painful traces for women. Several women became overnight heads of households while they were not prepared for that. They have been displaced and refugees. Until now, this category did not recover its rights since many Burundian women still live in displaced and refugee centres. Most of those who returned have not yet joined their land property. In addition, few income generating activities are initiated for them.

103. The adoption of the successions, donations, and matrimonial regimes law did not make any progress for lack of political will.

104. Gender-based violence is gradually increasing and very few initiatives are taken by the Government to eradicate the scourge.

105. It is unfortunate that the commitments taken by the Government of Burundi in ratifying the CEDAW without reservation were not observed.

106. Indeed, the enforcement of the convention on the elimination of all forms of discrimination against women during the five last years did not make any significant advances.

No law was adopted for its effective incorporation in the Burundian substantive law.

Yet, the best protection is by the law.

The national gender policy adopted in 2003 has not known any beginning of implementation.

107. The nationality code that was revised after the initial report extended a very important discrimination clause against women.

108. Violence against women has reached a pick and no political will is foreseen to curb the scourge. The draft Penal Code does not provide any solution. It is necessary to enact a law on the abolition of all gender-based violence.

109. Free health care for the mother who delivers was announced, but actions for its implementation did not follow. Many hospitals do not have the reception capacity or adequate drugs to treat them. In addition, many other diseases related to birth giving are not included in the decision, so that women finally do not have access to health care in proportion to their financial means.

110. The law on successions, donations, and matrimonial regimes has not yet been enacted despite many promises.

## **Recommendations**

111. The Government, as guarantor of the enforcement of the CEDAW, should:

- Develop policies taking into account the legislative reforms in order to repeal all the laws and suppress all the discriminatory practices.
- Ensure the appropriate enforcement of the existing laws;
- Establish a national policy against sexual violence and prescribe a fund for compensating the victims.
- Ensure the promotion and protection of the basic rights of women.
- Enact without delay the draft law on successions, donations, and matrimonial regimes.
- Enact a new penal code repressing all forms of sexual violence.
- Enact a law repressing gender-based violence.
- Revise the Electoral Code to provide for the representation of women at the grassroots level.

## **Bibliography**

1. Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
2. Optional Protocol to CEDAW by the UNO General Assembly on October 6<sup>th</sup>, 1999.
3. The first periodic report on the enforcement of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, November 2005.
4. The initial report on the enforcement of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, Bujumbura, January 2001.
5. Introductory note to the shadow report on the Burundi Government initial report on the enforcement of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women.
6. The Arusha Agreement on Peace and Reconciliation in BURUNDI.
7. The Constitution of the Republic of BURUNDI.
8. Law n°1/015 dated April 10<sup>th</sup>, 2005, on the Electoral Code in BURUNDI.
9. Decree-law n°1/6 dated April 4<sup>th</sup>, on the Reform of the Penal Code.
10. Decree-law n°1/037 dated July 7<sup>th</sup>, 1993, on the revision of the Labour Code in BURUNDI.
11. The People and Family Code.
12. The national action plan for the implementation of the Beijing plan of action.

13. Study on integration of gender in the post-transition constitution and the electoral code, Committee of Women Leaders, Bujumbura, February 2004.
14. Report of the conferences organized on the International Women's Day, edition 2002, 2003, and 2004.
15. Domestic violence against women in the Bujumbura Municipality, Human Rights League, Iteka League, Bujumbura, September 1999.
16. Study on the repression of sexual violence in Burundi: the cases of the Bujumbura Municipality and Kayanza Province, Association of Women Jurists, March 2007.
17. Annual report on the human rights status, edition 2006, May 2007.
18. ADDF activity report, editions 2005 and 2006.
19. AFJB activity report, editions 2005 and 2006.
20. National Gender Policy, MSNDHG, December 2003.
21. Interim Strategic framework for the recovery of economic growth and against poverty, Bujumbura, November, 2003.
22. Report on the decadal evaluation of the implementation of the Beijing Action Plan, MASPF, mars 2004.
23. CENI report
24. Study of Gender monograph: the case of Burundi, Human Rights League in the Great Lakes Region, Bujumbura, July 2004.
25. Cultural obstacles to the implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women in the Burundi, in the Democratic Republic of Congo, and in Rwanda, September 2007.
26. Strategic Plan against AIDS 2002-2006, SEP/CNLS.

## **Appendix 1: Description of the CAFOB**

### **1. Legal status**

The Collective of Burundi Women Associations and NGOs, CAFOB, in acronym, is a non profit and non governmental organizations created in 1994 at the initiative of seven women associations and the Canadian Centre for International Studies and Cooperation (CECI). It was registered in the Ministry of Home Affairs on January 20, 1997, under number 530/044. It is composed of 52 associations, with about at total number of 30,000 women members working in the various fields of development.

### **2. Vision**

A peaceful and prosperous Burundi protecting human rights and in which women enjoy the same opportunities as men and decide together about their future.

### **3. Mission**

To build the operational capacities of the Burundi associations and NGOs in order to make them peace, gender, and development actors.

### **4. Objectives**

The main objective of the CAFOB is to build the operational capacities of the female associations and NGOs for the emergence of a female leadership and the full participation in the Burundian development process. Its specific objectives are:

- Encourage the female inter-associations exchanges and activities;
- Argue for the participation of the Burundian women in the civil and political life;
- Strengthen the role of the Burundian woman in the pursuit of peace and national reconciliation;
- Facilitate the dissemination of any information related to the issues of women in the defence of their rights;
- Undertake activities in networks in order to increase and build the capacity of women in advocacy and lobbying for the positive transformation of the society.

### **5. Organisation and Operation**

The CAFOB main bodies are:

- **The General Assembly:** the supreme organ composed of the representative of every association;
- **The Executive Committee:** a body in charge of the implementation the decisions taken by the General Assembly; it is composed of five members forming the Bureau, and 10 members representing the associations members of

the Collective. The Executive Committee is responsible of the administrative and financial management of the Collective as well the mobilisation of resources for the associations;

- **The operational cells:** bodies in charge of designing and implementing common projects drawn from the main guidance issued by the General Assembly;
- **The statutory auditors:** A body in charge of auditing the financial management of the Collective;
- **The permanent secretariat:** managed by a Coordinator assisted by as many collaborators as deemed necessary.

## 6. Intervention Sectors

\* The CAFOB activities are articulated around the fields of intervention of the members associations, namely: peace, health, HIV/AIDS, fight against poverty and promotion of the female entrepreneurship, the protection of the rights of women and children, the protection of widows and orphans, training, information, lobbying and advocacy.

\* The Collective particularly endeavours to support the associations in building their organisational and management capacity, in projects preparation as well as in mobilizing resources for these projects. The training and information are adapted to the present situation and to the national policy.

## 7. Strategies

- Research and documentation
- Lobbying and advocacy
- Resources mobilisation and support in organisation management
- Training and exchange of information
- Internal and external networking
- Accompanying the associations and groupings in their activities at the grassroots levels

## 8. Publications

The CAFOB launched the publication of a newspaper entitled « place aux femmes ». This newspaper appeared quarterly in French and in Kirundi until the end of 2003. It initiated another newspaper entitled «Nawe Arashoboye» appearing monthly in French and in Kirundi since March 2005.

## 9. Buy in by the organization

The CAFOB is a member of:

At the regional level:

- The COCAFEM/GEL: Cooperation of the Associations Federations Working for Women's promotion in the Great Lakes Region.
- FERFAP: Federations of African Networks for Peace.

- SERACOB : Service for Building the Capacities for the Support Structures to Grassroots Communities
- EASSI: Sub-regional support in East Africa for the Progress of Women.
- Member of “Women, Africa, Solidarity”.
- Member of Women Direct
- FEMNET Partners
- CADHP: African commission on Human and People’s Rights as observer.
- Member of the Dynamics of the Civil Societies in Burundi, DRC, and Rwanda «DYSACAC» for a Concerted Action in the Great lakes Region.

At the national level, the Collective is member of:

- The Parliamentarian Synergy for the Promotion of Women’s Rights « SPPDR »
- The Consolidation of the Civil Society for Elections Monitoring « COSOME »

The CAFOB cooperates with different ministries, United Nations Agencies, Cooperation Agencies, the different diplomatic missions accredited to the country.

## 10. Partnership

CECI/ACIPA, International Alert, PNUD, UNIFEM, UNICEF, NCOS (11.11.11), UNB, Action Aid, CARE International, CNLS, Belgium, United Nations Volunteers.

## 11. Membership

1. Women’s Association for Peace « **AFEP** »
2. Tontine ROHERO
3. SWAA-BURUNDI
4. « **AFEPAC** » Women’s Association for Savings and Credit
5. **AFK** of Kamenge
6. **LA DYNAMIQUE**
7. Savings and Credit Cooperative and Cooperative Credit « **CECM** »
8. Supervision of Unemployed Girls through Household Activities « **EFIAM** »
9. Self-Help Fund of the Mutanga Women « **DEFEM** »
10. Burundi Widows’ Association « **AVBU** »
11. Burundi Muslim Women Association « **AFEMUBU** »
12. Women’s Association for Peace « **AFP** »
13. Women’s Foundation for Peace, Equity, and Development « **FPED** »
14. « **AFCF** » Association of Women Heads of Family
15. Association of Jurist Women « **AFJ** »
16. Association of Burundi Business Women « **AFAB** »
17. Association Female Youth Solidarity « **ASJF** »
18. Burundi Girls Guides Association « **AGB** »
19. Association Dufashanye of Kinindo « **ADUKI** »
20. Tontine la **RECONTRE**
21. Mukenyezi Rwanyanzara n’Ubukene « **MURIKA** »
22. RUSAKA Women’s Association « **AFRU** »

23. Solidarity with My Mentally Ill « **TWAFURUMUTIMA** »
24. Association **SHIGIKIRAMIRYANGO**
25. Solidarity for Assisting the Burundian Victims « **SASB** »
26. Association of Widows of Imbo Region « **AVERI** »
27. Association of Women Journalists « **AFJO** »
28. Association for the Supervision in View of the Economic and Cultural Development of the Makamba Province Women « **ADEFEMA** »
29. Association of the Women ABINKOMA « **AFABI** »
30. **TUNAMERIMWE**
31. **TUJIMBERE**
32. **NTURENGAHO**
33. Women for National Reconciliation and Development « **FERENADE** »
34. **DUSHIGIKIRANE** de MURAMVYA
35. Association of GIHOSHA Women « **AFG-DUSHIGIKIRANE** »
36. Self-Help Association for NGOZI Women and Friends « **AEFAN-DUSHIGIKIRANE** »
37. Association **ELLES**
38. Association Women's International League for Peace and Freedom « **WILPF** »
39. Association Women and Family “**WOWOFA**”
40. **URISANZE**
41. Association **NTARAMBIRWA**
42. **GIRIMPUHWE**
43. **REMAKIBONDO**
44. **AFKEM**
45. **AUEPEF**
46. **AFEEESV**
47. **BAVYEYI TURERE UBURUNDI**
48. **BENIMPUHWE**
49. **URUKUNDO**
50. **AAEDOS**
51. **FMVSP**
52. **MUKENYEZIMENYA**



## **Appendix II**

List of candidates elected in the BURURI Province for the SAHWANYA-FRODEBU Party:

- KARIKURUBU Charles (H)
- NDUWABIKE Jean-Marie (H)
- NGENDAMBIZI Vincent (T)
- NTIBANYIHA Valérie (H)
- NDAYEGAMIYE Israël (H)
- NDAYIRAGIJE Emmanuel (T)
- BATUNGWANAYO Léonidas (H)
- NISABIRE Colette (H)
- NDIKURIYO Alphonse (T)
- NGENDAKURIYO Jean (H)
- NYABENDA Nestor (T)
- NIBOGORA Agnès (T)
- NIMPAGARITSE Déo (H)
- NDAYISENGA Alexis (H)

### **Appendix III: List of the associations that took part in the validation of the shadow report on CEDAW**

1. OAG
2. Solidarity Women Parliamentarians
3. Association DUSHIREHAMWE
4. CAFOB
5. Ministry of National Solidarity, Human Rights, and Gender
6. Ministry of foreign Affairs and Cooperation
7. SWAA-BURUNDI
8. Women for Peace Centre
9. APRODH
10. Catholic Association for the Abolition of Torture
11. Forum Civil Society Capacity Building
12. Association MUKENYEZI MENYA
13. ADDF
14. Association Fontaine ISOKO
15. Association URISANZE
16. ACCORD
17. Synergy of Partners for the Promotion of Women's Rights
18. Movement for the Political Participation of Women
19. Association for the Promotion of the Burundian Girl
20. ACORD
21. National Radio
22. Radio CCIB FM +
23. ITEKA League